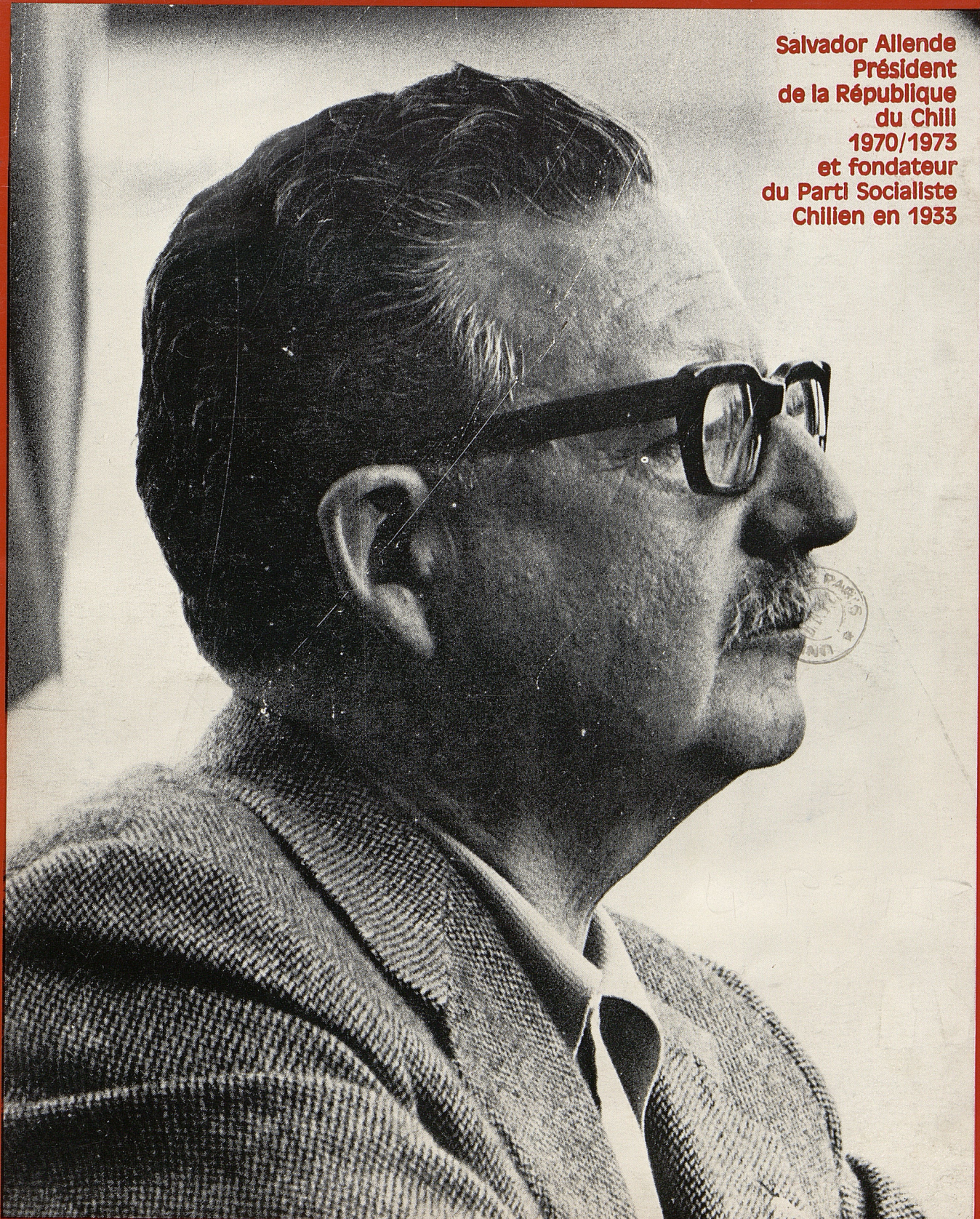


VENCEREMOS

ORGANE DE DIFFUSION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN / PARIS

Salvador Allende
Président
de la République
du Chili
1970/1973
et fondateur
du Parti Socialiste
Chilien en 1933



VERSION FRANCAISE

N° 1/février 75/7F

VENCEREMOS

ORGANE DE DIFFUSION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN / PARIS

41, BD DE MAGENTA
75010 PARIS

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement les opinions
du P.S.CH.



4P8485

ÉDITORIAL

La Solidarité exprimée par les Peuples du Monde entier envers le Peuple Chilien et sa Résistance nous a donné le courage d'entreprendre la publication d'une revue qui livre les opinions du Parti Socialiste du Chili, à l'usage des pays francophones.

Le prolétariat et les masses chiliennes ont été les premières victimes du coup d'état sanguinaire qui a eu lieu au Chili le 11 septembre 1973, mais la signification politique de celui-ci s'est étendue dans le monde entier.

La nouvelle expérience chilienne d'une voie pacifique, démocratique et légale vers le socialisme était brutalement écrasée avec la participation avouée de l'impérialisme nord-américain, des grandes entreprises multi-nationales et de la bourgeoisie nationale, y compris des secteurs qui, en parlant de démocratie, travaillaient pour le fascisme dictatorial.

La stratégie impérialiste a fermé les yeux pleins d'illusions de milliers de travailleurs : « Les Etats-Unis ne peuvent tolérer aucune forme transactionnelle de passage à la société socialiste en Amérique latine. » (Nixon, 1973).

Le processus chilien cessait d'être une discussion ne concernant que les Chiliens. Tous les travailleurs et forces progressistes du monde avaient besoin qu'on leur explique cette défaite. Nous, Socialistes du Chili, avons pensé que donner notre opinion, honnêtement et scientifiquement, sur ce processus, aiderait à comprendre la stratégie de l'ennemi n° 1 des peuples du monde : L'IMPERIALISME NORD-AMERICAIN. Cela permettra d'autre part de définir une stratégie et des tactiques nationales permettant d'éviter les erreurs commises par le prolétariat et ses Partis dans des situations présentant certaines similitudes.

Nous ne prétendons pas que des éléments, peut-être propres à la situation chilienne, soient généralisables pour tous les pays. Marx l'a dit : « Dans la forme, bien que non dans le contenu, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est d'abord une lutte nationale. Il est naturel que le prolétariat de chaque pays doive en premier lieu en finir avec sa propre bourgeoisie. » (Manifeste Communiste).

Le coup fasciste de 1973 suscite des questions. On met en doute les voies « démocratiques ». La bourgeoisie et l'impérialisme n'ont d'autre principe que de sauvegarder leurs intérêts. L'état bourgeois et ses institutions ne sont que des masques qui cachent la rapacité capitaliste. Solidariser avec le peuple du Chili, c'est critiquer le capitalisme dans son ensemble. Appuyer la résistance, c'est lutter pour la Démocratie et le Socialisme. Critiquer le fascisme chilien, c'est dénoncer les fascismes du monde entier, qu'ils soient avoués ou plus discrets. C'est ce que résume le mot d'ordre : NOTRE LUTTE EST LA VOTRE !

Des milliers et des milliers de manifestations pour le Chili, des centaines de Comités de Soutien, des milliers de déclarations dénonçant les assassinats de la junte, des milliers d'êtres humains qui depuis plus d'un an élèvent leur voix indignée par un putsch aussi sinistre. C'est notre force. C'est la force de la Résistance Chilienne. Demandons une solidarité croissante. Dénonçons et boycottons les grandes entreprises multi-nationales qui exportent leurs capitaux au Chili. Exigeons la mise en liberté des milliers de prisonniers politiques. Exigeons que soient châtiés les sauvages coupables de tortures ! Pas un pas en arrière pour isoler la Junte sur le plan international et la renverser

L'impérialisme a atteint son objectif qui était de renverser le Gouvernement Populaire dirigé par le Camarade Salvador Allende et de mettre fin dans le feu et le sang au grand mouvement de masses né ces dernières années.

On a commencé la Restauration en rendant à leurs anciens propriétaires les entreprises conquises par les travailleurs dans le Domaine Social. Tous les mécanismes de l'économie de marché, dépassés depuis la crise des années 30 sont imposés sans déguisements. La liberté des prix, y compris celle de la force de travail, est absolue.

Le capitalisme le plus éhonté a conduit à l'exclusion des masses de ce marché. On remarque chaque jour une pauvreté plus grande. Seule la force des armes maintient en place un schéma aussi irrationnel. La répression et la terreur sont des armes économiques et politiques. Le mécontentement de la misère est réprimé par les baillonnets. La bombe n'explose pas parce que les militaires surveillent la mèche. La moindre ouverture « démocratique » serait amplement débordée par les masses. Nous ne croyons pas que des schémas bourgeois mettraient fin au processus. La vieille démocratie libérale a mis en échec la stabilité du capitalisme. Au moins à court terme, ils ne reviendront pas à cette situation, déjà écartée pour ses dangers.

Une fois de plus, c'est la force du prolétariat, son organisation, sa capacité de résister, d'avancer, de rassembler les masses qui est l'unique force capable de résoudre la crise.

La répression que nous supportons aujourd'hui a acquis une force singulière. Les fascistes n'ont diminué ni la terreur ni les tortures ; ils les intensifient et les perfectionnent au contraire, grâce aux leçons de leurs maîtres nord-américains et brésiliens. Pourtant, ils ne pourront jamais en finir avec notre Parti parce que nous sommes nés des masses ; nous sommes mineurs, ouvriers, paysans, jeunes étudiants et intellectuels. Nous sommes trop enracinés parmi les masses pour qu'on puisse nous exterminer. La classe ouvrière ne peut être exterminée parce qu'elle est nécessaire au capitalisme. Ils ont perdu au Vietnam parce que la majorité du peuple luttait. En Espagne, ils ont tué des milliers de patriotes, mais aujourd'hui la crise est aussi réelle qu'il y a 40 ans. Les fascistes peuvent retarder un processus, éliminer des étapes, mais... jamais ils ne gagnent.

LE SOCIALISME N'A PAS ECHOUÉ, IL N'A PAS ETE RENVERSE !

Aujourd'hui, notre repli devient progression. La Résistance commence de nouvelles tâches : propagande et réorganisation des masses. Nous opérons dans les pires conditions, mais notre Parti arrive peu à peu à se restructurer et à adapter le travail politique à la situation actuelle. Notre travail s'inscrit dans le cadre de la plus large union de forces sociales qui démontrent dans la pratique leur volonté de renverser la Junte militaire, tâche que nous considérons comme la plus importante du moment. Seule l'union de toutes les forces disposées à lutter contre la Junte fasciste permettra d'avancer vers le socialisme.

Dans ce contexte, notre revue sera ouverte à toute opinion révolutionnaire et progressiste. Tous ceux qui veulent résolument le renversement de la Junte fasciste trouveront dans notre revue l'accueil qui revient à des camarades de lutte.

LA RESISTANCE VAINCRA !

INTERVIEW DU CAMARADE ADONIS SEPULVEDA

Mars 1973

A l'occasion du quarantième anniversaire de la fondation du Parti Socialiste, Punto FINAL a rencontré le sous-secrétaire général de ce groupement, le sénateur Adonis SEPULVEDA.

Punto FINAL (PF) — Quelle est la signification politique du quarantième anniversaire du PS ? Pouvez-vous résumer l'apport théorique du socialisme chilien dans le processus politique du pays ?

Adonis SEPULVEDA (AS) — Il y a quarante ans, une poignée de lutteurs s'étaient fixés comme but d'instaurer au Chili une république socialiste. C'était une perspective historique. Ce qui, pour les fondateurs, était le but final est devenu pour les générations socialistes actuelles une tâche immédiate.

Ce quarantième anniversaire, par ailleurs, trouve le Parti Socialiste au point presque le plus haut auquel peut songer arriver une organisation politique : le pouvoir politique. Je dis « presque » parce que notre pays se trouve dans une situation singulière : une part seulement du pouvoir d'Etat (le gouvernement) a été conquise ; une autre partie lui échappe et lutte avec acharnement contre ce gouvernement populaire.

L'importance politique de cet anniversaire vient de ce que le parti doit assumer une responsabilité primordiale dans l'achèvement du processus révolutionnaire, puisqu'il est la première force du gouvernement et que le président est un militant socialiste depuis la fondation du parti. La nouvelle étape, due au triomphe de mars (1973) met à la charge du PS la tâche de donner une issue révolutionnaire à la nouvelle situation surgie des élections.

LES TACHES SOCIALISTES DU MOMENT

Nous, socialistes, avons posé comme exigence sine qua non la réalisation des tâches socialistes dans l'étape actuelle du processus. Cette exigence ne découle pas d'un gauchisme chronique du Parti Socialiste, ni d'une impatience petite-bourgeoise, mais d'une conception théorique défendue pendant de longues années par le parti. Son actualité peut être constatée tous les jours dans l'affrontement de classes aigu que nous vivons, et dans lequel tous les secteurs de la bourgeoisie concourent à attaquer le gouvernement populaire.

La politique de « front des travailleurs » — que nous avons formulée au début des années 1950 — s'est précisée au Congrès d'unité du socialisme de 1957. Elle s'est développée dans les années suivantes en analysant le rôle des bourgeoisies nationales dans les pays arriérés et dépendants. Nous sommes arrivés à la conclusion, qui découle aussi bien de l'expé-

rience du mouvement ouvrier international que des enseignements de la lutte des classes dans notre pays, que ces bourgeoisies surgissent déjà castrées, impuissantes pour accomplir leurs tâches démocratiques-bourgeoises ; qu'elles sont des bourgeoisies secondaires de l'économie capitaliste mondiale ; qu'elles sont incapables de rompre leurs liens avec les vieilles castes de l'oligarchie agraire, tout en étant incapables de briser leurs attaches aux monopoles impérialistes. Dans ces conditions, nous attribuons à la classe ouvrière de ces pays une double tâche historique et politique : achever la révolution démocratique-bourgeoise laissée inachevée par une bourgeoisie stérile et compromise, et réaliser en même temps les objectifs propres du prolétariat, le socialisme.

Au Chili, cette conception garde une grande actualité pour la classe ouvrière et ses partis, parce qu'ils ont subi les conséquences d'une politique bourgeoise dépendante et soumise à l'impérialisme et à l'oligarchie agraire.

Le secteur le plus avancé de la bourgeoisie, la démocratie chrétienne, malgré son réformisme et sa « révolution dans la liberté » a démontré son impuissance congénitale à affronter l'impérialisme et l'oligarchie agraire.

UN FRONT DES TRAVAILLEURS

Depuis 1957, le Parti Socialiste a toujours été attentif et vigilant à la nécessité de développer un mouvement politique de la classe ouvrière, conscient de sa force de classe et de sa potentialité révolutionnaire. Il était indispensable de mettre en évidence devant les masses la démagogie, le réformisme stérile et la nature de classe des différentes formations politiques de la bourgeoisie. La base de notre ligne a été et demeure de séparer les masses des différents secteurs de la bourgeoisie, de ne susciter en elles aucune illusion sur les forces de classe qui lui sont étrangères, de renforcer leurs propres possibilités. Avec cette perspective, que nous avons portée au sein du peuple, en l'éduquant dans la lutte des classes, nous avons contribué à façonner ce puissant mouvement ouvrier qui a réussi à triompher en 1970 et qui est le moteur et la vie du gouvernement populaire.

La ligne du « front des travailleurs » a eu sa première formulation dans la constitution du FRAP (Front d'action populaire) en 1957, et qui en 1958 a abouti à la lutte présidentielle. C'est justement dans la structuration de cette alliance que notre conception politique joue un rôle fondamental. Tandis que des forces du mouvement ouvrier plaident pour que cette alliance soit constituée aussi par le Parti Radical et par la Démocratie Chrétienne, les socialistes s'opposent résolument à la défiguration du caractère de classe de ce mouvement. Il ne s'agit pas pour les socialistes de nier la nécessité d'attirer des secteurs moyens, mais plutôt pour le Parti Socialiste le fait que ces organisations (la DC et le Parti Radical, tel que celui-ci était à l'époque) ne représentaient pas ces secteurs moyens mais une certaine couche de la bourgeoisie nationale.

On pourra arguer que, malgré la juste formation doctrinaire, nous avons perdu l'élection et qu'en suivant une politique différente d'accumulation des forces l'issue aurait pu être différente. Sur le terrain des hypothèses nous pouvons répondre qu'avec une configuration différente du FRAP en 1957, avec le PR et la DC tels qu'ils étaient à l'époque, avec les Durán, les Morales Adriasola et les Frei jouant les bons apôtres au sein de la classe ouvrière, le mouvement populaire n'aurait pas atteint le développement et la maturité politique de classe qu'il a conquis, et très probablement le camarade Allende n'aurait pas été le porte-drapeau de cette bataille.

LE PROGRAMME DE L'UP

Notre parti a aussi été d'un apport précieux dans la détermination des objectifs du mouvement populaire. Dans la « table ronde » d'où surgit le programme de l'UP, le Parti Socialiste fut intransigeant en ce qui concerne l'insertion des tâches socialistes dans le document de base. Le programme cessa d'être une formulation d'aspirations seulement démocratiques, progressistes et le développement dans le cadre du système capitaliste. Il devint un programme qui proposait une alternative à l'ordre bourgeois comme le montrent ces extraits :

« La seule alternative vraiment populaire, et donc la tâche fondamentale du gouvernement du peuple, est celle d'en finir avec la domination des impérialistes, des monopoles, de l'oligarchie foncière et de commencer la construction du socialisme.

« Les transformations révolutionnaires dont le pays a besoin ne pourront « se réaliser que si le peuple prend en main le pouvoir et l'exerce réellement et concrètement ».

« Les forces populaires et révolutionnaires ne sont pas unies pour lutter et pour obtenir simplement qu'on substitue un Président de la République à un autre, mais pour accomplir les changements du pouvoir des anciens groupes dominants aux travailleurs, à la paysannerie et aux secteurs progressistes des couches moyennes de la ville et de la campagne. »

Donner un sens socialiste à l'action du gouvernement populaire et commencer la construction du socialisme pendant l'exercice de ce gouvernement fut l'exigence intransigeante du Parti Socialiste dans les discussions de ce programme. Nous croyons que cet apport a été décisif pour le cours du processus révolutionnaire national.

LES CLASSES A L'INTERIEUR DE L'UP

PF — On a beaucoup parlé de la nature de l'alliance de l'Unité Populaire. Pour vous, constitue-t-elle une alliance de classes ? Comment pourriez-vous la définir ?

AS — C'est une alliance de classes, mais il faut clarifier de quelles classes il s'agit. Nous pouvons dire que c'est une alliance de la classe ouvrière — dont le poids spécifique constitue la force hégémonique — avec des secteurs des classes moyennes. Mais ça ne signifie pas que certains de ces secteurs n'aient pas amené à l'Unité Populaire une idéologie bourgeoise, qui s'est affaiblie avec le développement

du processus. Nous pouvons dire que le Parti Radical était l'illustration la plus claire de ce fait. Pourtant, ce parti, en arrivant à l'Unité Populaire, s'était déjà dégagé encore du lest qu'il conservait en se redéfinissant en même temps comme Parti Socialiste Démocratique. D'autre part, le MAPU, issu de la DC, se définit comme parti de la classe ouvrière et à caractère marxiste. La Gauche Chrétienne a choisi une politique révolutionnaire de classe et anticapitaliste assez nette et précise.

L'Unité Populaire ne comprend pas la bourgeoisie en tant que classe : aucune de ses composantes ne la représente politiquement. Tous les partis et groupements qui expriment les intérêts de la bourgeoisie sont en dehors de l'Unité Populaire, dans l'opposition. Patrie et Liberté, Parti National, Parti Démocrate-Chrétien, Parti Gauche Radical, Démocratie Radicale reflètent les différentes nuances de la bourgeoisie, mais ils défendent un objectif commun : les intérêts des classes dominantes du Chili. Or, personne n'ignore le poids qualitatif et quantitatif des partis ouvriers dans l'Unité Populaire. Les élections parlementaires viennent de le démontrer, ainsi que l'élection à la CUT. Cela définit suffisamment le caractère de l'alliance de l'Unité Populaire : celle-ci est de plus en plus un front des travailleurs par le poids spécifique de la classe ouvrière dans son sein, et par les objectifs qu'elle s'est tracés : changer le système et construire le socialisme. C'est pour cela que nous ne trouvons pas de justification à ceux qui, dans l'extrême gauche, veulent devenir une « alternative » face à l'Unité Populaire. Les difficultés de l'Unité Populaire à avancer sans défaillance vers le socialisme ne résident pas dans le danger d'une hégémonie des forces non ouvrières en son sein, mais dans les caractéristiques du processus chilien et dans les faiblesses internes à ses propres partis de classe.

LE SOCIALISME MAINTENANT

PF — Certains représentants du gouvernement ont déclaré que l'Unité Populaire a seulement comme mission d'ouvrir les perspectives pour construire le socialisme dans l'avenir. Quelle est votre interprétation du rôle que doit jouer le gouvernement de l'UP élu en 1970 ?

AS — J'y ai déjà fait référence à propos de notre participation à la formulation du programme de l'Unité Populaire. Je ne crois pas que personne veuille laisser le socialisme pour une étape ultérieure. Peut-être quelques-uns estiment-ils que les conditions concrètes où a lieu la lutte contre les classes dominantes du pays ne permettent pas un rythme plus accéléré de réalisation du programme ; mais il me semble qu'aucun parti ne s'est déclaré favorable au fait de bloquer le processus, de le consolider, pour ensuite avancer.

Les institutions actuelles ne correspondent pas aux besoins des forces sociales incorporées à ce processus révolutionnaire ; nous devons rechercher une modification de ces institutions qui rende possible une participation effective des travailleurs au pouvoir. Il faut créer les organes permettant au peuple

d'exercer le pouvoir et officialiser ceux qui ont surgi naturellement des masses.

Ce gouvernement appartient au peuple et, en tant que tel, il doit ouvrir les portes de l'intégration des masses à la direction et à la conduite du processus. Il doit s'appuyer de plus en plus profondément sur l'organisation et la force des masses, sur les organes du pouvoir populaire qui surgissent à partir de l'initiative des travailleurs. Il y a les JAP, les juntas de vecinos, les comités de production ; il y a les comités de gestion, les commandos communaux, les comités de vigilance, les syndicats, les centres de production dans la campagne, etc. Enfin, le gouvernement détient l'arme du plébiscite qu'il pourrait utiliser pour définir le problème du pouvoir devant le pays.

Le pays vit, en réalité, une lutte pour le pouvoir. Les protestations de l'opposition devant les mesures gouvernementales ne viennent pas d'une violation de la légalité ou d'un manque de respect de la démocratie. Elle-même les a assez foulés aux pieds pendant sa domination plus que séculaire sur les classes exploitées du Chili. La vérité est que au-delà de son attitude hypocrite, elle cherche à récupérer la part du pouvoir qu'elle a perdue : elle lutte pour empêcher que les travailleurs augmentent leur pouvoir. Dans cette lutte de classes aiguë, où l'enjeu définitif est la question du pouvoir, le gouvernement de l'Unité Populaire n'est pas et ne peut pas être un arbitre entre les classes. En tant que gouvernement représentant en définitive le peuple travailleur, il doit s'identifier de plus en plus dans son action aux masses qui en sont la base.

Le gouvernement de l'Unité Populaire est le meilleur outil conquis par les travailleurs dans leur longue tradition de lutte. Etant donné le rapport de forces précaire qui permit à l'Unité Populaire d'arriver à la tête du pouvoir exécutif, il n'est guère douteux que le gouvernement n'aura pas la tâche facile pour atteindre ses objectifs et ceux du peuple. Ce sera seulement un soutien réciproque, ce qui permettra de surmonter les obstacles de tout ordre mis par l'ennemi de classe. Ce soutien du peuple à son gouvernement et du gouvernement aux organisations masses ne peut être inconditionnel. Le gouvernement a le droit d'exiger des masses organisation et discipline, et d'autre part le peuple a le droit de mener la critique des faiblesses qu'il observe. Ce droit, c'est surtout celui du peuple qui continue à vivre dans une misère héritée du capitalisme, qui souffre dans sa propre chair les difficultés créées par l'ennemi, et qui a à subir les formes bureaucratiques propres aux institutions capitalistes dont la modification n'a pas été possible.

Cet outil conquis par le peuple doit jouer son rôle d'agent transformateur de l'ordre actuel. Il peut seulement y parvenir en faisant participer le peuple aux succès et aux difficultés découlant de l'approfondissement des changements prévus dans le programme de l'Unité Populaire.

Aussi est-il erroné d'opposer gouvernement et masses, car il n'y a pas de solution à certains problèmes immédiats qui découlent du sous-développement de notre économie, héritée des régimes antérieurs. Mais cela ne veut pas dire passer sous silence

les déviations conservatrices pouvant exister lorsqu'on a affaire à un appareil institutionnel capitaliste impliquant privilèges et bureaucratisme. Les masses doivent être attentives et vigilantes pour éviter ces déviations, mais sans tomber dans un affrontement avec leur gouvernement et sans se laisser entraîner à des attitudes aventuristes.

PF — Le programme de l'Unité Populaire et le caractère même de cette alliance reflètent-ils la stratégie centrale du PS, le « front des travailleurs » ?

AS — Je crois en avoir parlé. Mais je peux répondre plus précisément. Nous croyons que le programme contient l'essentiel de notre pensée pour les raisons suivantes : a) parce que le programme a un caractère révolutionnaire et dynamique à la fois. Il n'est pas une simple énumération des mesures à accomplir, mais un instrument vivant qui se développe à l'intérieur d'un processus social dont le but est le changement du système capitaliste ; b) parce qu'il associe les tâches démocratiques et les tâches socialistes pour les réaliser ensemble ; c) parce que l'UP est une alliance dans laquelle, tant objectivement que politiquement, l'hégémonie revient à la classe ouvrière ; d) parce qu'on a imposé, pour conduire ce processus, un porte-drapeau issu des rangs mêmes des partis ouvriers.

Il n'y a pas de doute qu'il existe des facteurs empêchant la réalisation complète de la ligne du « front des travailleurs ». Mais à ceux qui voudraient voir dans la création et la concrétisation de l'Unité Populaire un match entre « front des travailleurs » et « libération nationale », dans lequel celle-ci l'aurait emporté, nous pouvons répondre que nous croyons à une conjugaison dialectique des deux lignes. C'est une convergence qui se produit dans un domaine où on dépasse les différences en élevant les objectifs des masses d'après le développement déjà atteint par le mouvement ouvrier dans le pays.

LES OBJECTIFS DE L'ETAPE

PF — Quelle est, pour le PS, la tâche centrale de la période postérieure aux élections du 4 mars ?

AS — Les élections de mars ont démontré la décision inébranlable des masses d'appuyer leur gouvernement et d'avancer vers l'accomplissement de la révolution. C'est un fait que jamais un gouvernement — et moins encore avec les difficultés qu'a dû apporter l'actuel gouvernement — n'avait reçu un appui comparable à celui reçu par le gouvernement populaire. Jamais non plus des élections ne s'étaient déroulées avec une définition politique aussi tranchante et une signification sociale aussi profonde. Dans les élections s'est exprimée une lutte de classes aiguë. On a voté pour continuer à avancer avec la révolution, ou contre cette avancée et cette révolution. Grâce aux mécanismes de la démocratie bourgeoise et aux moyens économiques et publicitaires fabuleux encore entre ses mains, la bourgeoisie a réussi à tromper encore de larges secteurs de travailleurs. Bien que la force exprimée par la classe ouvrière et les paysans soit de 44 %, du point de vue social leur force est encore plus grande que ce 44 %.

Il s'ensuit que le résultat électoral doit pousser le gouvernement à ne pas perdre l'initiative et à ne pas se laisser intimider par les lamentations hypocrites qu'il aura à écouter. C'est le moment de reprendre l'offensive, en élargissant le secteur socialisé de l'économie, en achevant la réforme agraire, en rendant effectif et réel le contrôle des travailleurs, en particulier de la classe ouvrière, sur toute l'économie nationale, en développant toutes les formes de pouvoir populaire, en rendant irréversible la marche au socialisme. Nous ne devons pas permettre à l'ennemi de se réarmer. Un des problèmes vitaux que nous devons affronter, c'est celui de la distribution. Dans ce cas précis, il faut définir rapidement une ligne claire qui, de toute façon, passe par le contrôle populaire de la distribution.

Aujourd'hui plus que jamais, il faut élever la conscience des masses ; on n'y arrivera pas avec des mots, mais en donnant des responsabilités, en les transformant d'objet en sujet de la révolution. Les masses auront d'autant plus de conscience, de discipline et d'organisation que nous leur donnerons plus de pouvoir, plus de force, plus de confiance, plus de possibilités d'employer leurs initiatives créatrices.

LE « PROJET MILLAS »

PF — Quelle est la politique économique qu'esquisse le PS pour les prochains mois, en particulier par rapport au secteur socialisé, où existe le « projet Millas » ? Quelle est la position du PS face à la bataille de la production ?

AS — La solution des problèmes économiques dépend de l'attitude qu'on doit avoir pour faire face aux classes dominantes. En dernière instance, les solutions sont politiques, elles obéissent à la mécanique de la lutte des classes. Bien que certains problèmes découlent de notre propre inefficacité, les causes profondes sont notre arriération et notre dépendance économique.

A l'intérieur de ce contexte général, la première chose à faire c'est reconnaître que la bourgeoisie a encore un immense pouvoir économique et que, par conséquent, notre effort doit se concentrer sur l'affaiblissement de ce pouvoir. Cela ne sera possible qu'en élargissant la propriété sociale et en la transformant en facteur dominant de l'économie.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de centraliser et de planifier une gestion économique lorsqu'il y a des forces agissant vigoureusement en sens contraire, ou qui, par leur caractère, échappent à tout contrôle. Il faut beaucoup de fermeté et frapper sans hésiter ceux qui n'ont aucune considération à l'égard du peuple, du gouvernement ou du pays.

En dehors de l'extension de la propriété sociale, le problème immédiat et brûlant est celui de la distribution. Ici, il est indispensable d'utiliser et d'élargir les dispositifs de contrôle surgis des masses, en les perfectionnant et en évitant les déficiences et le sabotage administratifs. Cela ne signifie pas laisser de côté les voies régulières, dans la mesure où, en accord avec les besoins des masses, il y aura une concertation avec le gouvernement.

Mais, dans la mesure où nous considérons qu'au

fond la question économique c'est le problème du pouvoir, toute mesure passe par la nécessité d'établir le contrôle de l'économie nationale par la classe ouvrière, de façon à instaurer de fait le pouvoir populaire, non en affrontant le gouvernement, mais en étant profondément liés à lui.

Par ailleurs, il est de plus en plus nécessaire d'augmenter le taux d'accumulation dans le pays, et cela oblige à diminuer la part des revenus de la bourgeoisie qui, avec l'élan de l'économie suscitée par le gouvernement populaire, a augmenté ses bénéfices. Jamais la bourgeoisie moyenne et le commerce n'ont gagné autant que dans notre régime. C'est pour cela qu'ils peuvent maintenant orienter leurs investissements vers des activités spéculatives.

Bref, approfondissement, centralisation, planification et contrôle effectif des travailleurs à tous les niveaux de l'économie et des mécanismes de pouvoir. Le destin de la révolution se joue dans la capacité du gouvernement et de la classe ouvrière, à vaincre la résistance féroce d'une classe qui se voit écartée du pouvoir, et qui veut le récupérer à tout prix. Nous sommes convaincus qu'elle n'aura aucun moyen de réaliser cet objectif. La classe ouvrière et ses alliés feront aboutir leur révolution.

Quant au projet dit « de Millas », et qui pour nous n'en est pas un, le parti s'est déjà prononcé. Nous nous refusons à toute régression dans le processus en cours. Ce que nous venons de dire montre l'impossibilité d'une autre réponse.

La bataille de la production, nous la comprenons aussi dans le cadre d'un approfondissement du pouvoir populaire. Pour que leur action soit dynamique, les travailleurs doivent voir dans les faits, à partir de leurs propres actes qu'ils ont un gouvernement à eux et qu'ils sont en train de construire le socialisme. Ils se sentiront plus encouragés dans la mesure où ils savent qu'ils produisent des richesses pour le pays et non de la plus-value pour les capitalistes.

L'AVENIR DU PROCESSUS EN COURS

PF — Avez-vous des soucis ou de l'inquiétude pour l'avenir du processus révolutionnaire chilien ?

AS — Quiconque a une conscience révolutionnaire doit avoir des soucis. Nous sommes arrivés à obtenir un élément important du pouvoir : le gouvernement. Nous n'avons pas pu, ou su, changer la superstructure capitaliste. L'accomplissement du programme passe à chaque fois par les voies étroites des institutions bourgeoises ; notre action est contestée par tous les organes et instruments de pouvoir qui sont entre les mains de l'ennemi de classe. Le dilemme de notre révolution est le changement du cadre institutionnel actuel, pour établir un Etat de droit, socialiste. Pour passer d'une situation à une autre, le rôle décisif est joué par les avant-gardes de la classe, leur capacité à saisir la réalité et à orienter les masses dans leurs luttes historiques, aujourd'hui concrètes.

Notre inquiétude concerne notre capacité à remplir ces objectifs, pour que personne ne nous fasse grief demain d'avoir eu le pouvoir entre nos mains et de l'avoir laissé échapper.

DÉCLARATION DE CARLOS ALTAMIRANO SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN

Miguel Enriquez est tombé au combat. Son nom s'inscrit à côté de celui des grands combattants et révolutionnaires américains. Depuis plus de dix ans, il était le lader du Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR).

Au cours des 1.000 glorieuses journées du Gouvernement d'Unité Populaire, le MIR, sous la direction de Miguel Enriquez, a adopté une position critique mais constructive à l'égard de la singulière expérience révolutionnaire menée par le Président Salvador Allende.

Après le coup d'état militaire, Miguel Enriquez et ses camarades lèvent sans hésiter le drapeau de la lutte révolutionnaire anti-fasciste. Dès les premiers jours — les plus difficiles — il nous offre sa solidarité, alors que sa propre sécurité n'était même pas garantie.

Nous ne sommes pas toujours d'accord avec la tactique qui oriente l'action du MIR. Les divergences sont importantes. Cependant, nous avons toujours reconnu la profonde honnêteté de son dirigeant principal, son intelligence claire, sa volonté révolutionnaire, son extraordinaire courage. C'est pourquoi ceci n'est pas un simple hommage posthume et formel au nouveau héros de la lutte pour la libération des peuples.

En tant que Parti, nous avons toujours admis la nécessité de maintenir le dialogue avec les camarades du MIR. Nous nous sommes résolument opposés à laisser s'élever un mur entre le Gouvernement de l'Unité Populaire et le MIR, ou, ce qui aurait été pire, à créer des situations irréversibles qui auraient conduit à un affrontement entre le Gouvernement Populaire de Salvador Allende et un secteur de la gauche, important pour la lutte de notre Peuple construisant le socialisme.

A plus forte raison après le coup d'état, nous avons souligné l'impérieuse nécessité de sauvegarder l'unité des forces politiques qui avaient rendu possible la victoire de 1970, y compris le MIR. C'est ce front de base, constitué de forces marxistes, chrétiennes et social-démocrates, qui doit prendre la tête de la lutte contre le fascisme dans une perspective nettement anti-impérialiste, démocratique et socialiste.

Ce front de masses, profondément enraciné dans la réalité chilienne, devra indiscutablement s'élargir à tous ceux qui, dans la lutte concrète, s'intégreront à la grande bataille pour le renversement de la Junte fasciste et la destruction des forces qui l'on rendue possible.

La Junte a enregistré ces jours-ci deux importantes victoires. Elle a réussi à faire assassiner à Buenos Aires le général Prats, archétype du militaire constitutionnaliste, et qui, par la force des choses, était devenu un très important symbole de la lutte anti-fasciste et d'une alternative démocratique. Maintenant tombe aussi Miguel Enriquez.

Néanmoins, aucune de ces victoires n'est définitive. La vocation démocratique et patriotique de beaucoup de nos militaires ne meurt pas avec Prats ; on

n'a pas assassiné avec Miguel Enriquez l'héroïque volonté de lutte du MIR et du peuple chilien.

Le combat continue. Ce ne sont que des échecs transitoires. Comme dirait Salvador Allende, « ce sont les peuples qui font l'Histoire, et la victoire sera pour nous ». C'est une lutte longue, difficile et pleine de sacrifices. Beaucoup de combattants, comme Miguel Enriquez, fertiliseront de leur sang le chemin de la victoire finale.

Cette guerre n'est pas seulement la nôtre. C'est la guerre de tous les peuples. La crise mondiale du capitalisme fait surgir avec une violence accrue les forces réactionnaires et obscurantistes. Ford et Kissinger s'attribuent le droit d'intervenir dans les pays dépendants pour défendre les intérêts impérialistes ; il est logique que cette doctrine s'applique à d'autres que nous.

La réaction internationale et les entreprises multinationales jouent leur dernière carte, celle du fascisme. Cependant l'humanité, qui a déjà fait cette expérience, ne l'acceptera pas facilement. D'autre part, la corrélation des forces a substantiellement changé. Le camp socialiste est infiniment plus puissant. En conséquence, au Chili comme dans le reste du monde, l'image sanguinaire et criminelle des Pinochet sera écrasée par l'esprit héroïque, courageux, révolutionnaire et nouveau des Miguel Enriquez.

Le Parti Socialiste du Chili rend hommage à l'ami, au compagnon de lutte, à l'héroïque combattant de la Résistance, au révolutionnaire exemplaire, au dirigeant du MIR qu'était Miguel Enriquez.

CARLOS ALTAMIRANO,

Secrétaire Général du Parti Socialiste du Chili,

le 6 octobre 1974.

LA DOCTRINE FORD

Au grand étonnement de l'opinion publique mondiale, le Président des Etats-Unis, Gérald Ford, a reconnu la participation du gouvernement nord-américain au coup d'Etat fasciste au Chili.

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le lundi 17, il a admis officiellement que la C.I.A. — sur les instructions expresses de Kissinger — avait contribué à renverser le Gouvernement constitutionnel de Salvador Allende.

A cette occasion, Ford a déclaré textuellement :

« Il semblait clair, alors, que le gouvernement d'Allende tentait de détruire la presse et les partis d'opposition ; en face de cette situation, nos efforts n'ont eu pour but que de les aider à survivre, et cela dans le grand intérêt du peuple chilien et dans le nôtre, indiscutablement. »

Incroyable confession d'un chef d'Etat !

Monsieur Ford se proclame protecteur des organisations politiques chiliennes... Il appartient à la direction des partis chiliens, alors dans l'opposition, de révéler comment et avec combien d'argent ils ont été aidés à « survivre », face à une menace de destruction qui n'a jamais existé.

Et depuis quand — suivant la thèse de M. Ford — les intérêts du Peuple chilien sont-ils les mêmes que ceux des compagnies I.T.T., Anaconda et Kennecott ?

Plus loin, il répète que « les E.U. ont aidé les partis politiques et la presse de ce pays au cours des années précédant immédiatement la chute d'Allende ».

Aveu insolite... Qu'entend M. Ford par « aider » ?

Une aide de 15 millions de dollars — comme l'a reconnu le chef de la C.I.A. — destinés à financer des assassinats comme celui du Général René Schneider, Commandant en chef de l'armée ? Ou des attentats contre les chemins de fer et les centrales électriques ? Ou à soutenir des grèves insurrectionnelles de transporteurs ? Ou à doter d'armes et d'explosifs les organisations fascistes ?

Puis, précisant de quel singulier type d'aide il s'agissait, M. Ford affirme ignorer « si le droit international autorise ou non des actions semblables » à celles de la C.I.A. au Chili.

Encore un aveu incroyable ! ...

Le président du plus puissant pays capitaliste déclare ignorer les principes et les normes internationaux d'indépendance et de souveraineté des nations, consacrés par les Nations Unies.

Ces principes n'intéressent pas M. Ford. Sa seule préoccupation est d'« aider » — comme il l'a dit dans sa conférence de presse — ses « amis », et ceux des intérêts nord-américains.

Les amis de M. Ford — c'est-à-dire les militaires fascistes — aidés par la C.I.A. et les trusts nord-américains, ont assassiné plus de 30.000 chiliens ; ils en ont emprisonné et torturé près de 50.000 ; les amis de M. Ford ont détruit 160 ans de démocratie, dévasté l'économie du pays et enfoncé le Peuple chilien dans la terreur et la misère ; les amis de M. Ford ont liquidé tous les partis politiques et tous les moyens de communication non fascistes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

« Venceremos » fournit à ses lecteurs un résumé des événements enregistrés au Chili et dans le monde ces derniers mois, événements qui donnent une image véridique de la brutalité de l'engance fasciste imposée par la force et la terreur à notre pays, et de la vague de répudiations que provoque un tel régime dans le monde entier.

Récemment, l'Organisation des Nations Unies a adopté une résolution de condamnation de la junte fasciste chilienne par 90 voix contre 8. La résolution en question exige de la junte criminelle qu'elle respecte les élémentaires droits de l'Homme, constamment violés au Chili, comme ont pu le constater toutes les missions internationales qui ont effectué des visites pour inspecter la situation en vigueur aujourd'hui. En plus de cette résolution qui demande aussi, d'une manière impérative, la libération de tous les prisonniers politiques que renferment plus de 30.000 cachots du régime, l'ONU charge son président Kurt Waldheim de faire connaître cette décision aux autorités gorilles du Chili.

En même temps que la résolution citée, l'ONU, fait sans précédent dans l'histoire de cet organisme, adopte, par le même nombre de voix, un accord qui exige de la junte la libération immédiate de Clodomiro Almeyda, militant du Parti Socialiste chilien, ministre des affaires étrangères du Gouvernement Populaire, président de la III^e UNCTAD (conférence mondiale pour le développement des peuples) et intellectuel connu de la gauche latino-américaine. Almeyda, comme beaucoup d'autres dirigeants populaires, est détenu dans le camp de concentration de Ritoque, près de Santiago, après avoir passé plusieurs mois dans l'inhospitalière île Dawson, à l'extrême sud du Chili, dans des conditions physiques inhumaines. Il a été soumis à d'incessantes vexations et aux travaux forcés, traitements qui lui ont provoqué, ainsi qu'à ses camarades, des troubles qui nous ont parfois fait craindre pour sa vie. Seule son incroyable force morale a empêché que se réalisent les désirs des fascistes, qui étaient sans aucun doute de provoquer la mort lente d'Almeyda et de chacun des détenus.

La décision — votée à une étonnante majorité — de l'ONU, n'est autre que l'expression de sa reconnaissance envers la politique extérieure du Gouvernement populaire du Camarade Allende, brillamment appliquée par son ministre des affaires étrangères ; c'est aussi la reconnaissance de tous les pays du monde envers une politique extérieure caractérisée par sa DIGNITE et sa position ferme de défense des droits du Tiers-Monde, face à la permanente férocité de l'impérialisme et de ses acolytes du capitalisme international.

NOUVEAU CRIME LACHE DE LA JUNTE MILITAIRE CHILIENNE

Consternée et indignée, l'opinion publique mondiale a appris le lâche assassinat du Général Carlos Prats Gonzalez, Vice-Président du Chili, Commandant en chef des forces armées et Ministre de l'Intérieur et de la Défense pendant le Gouvernement constitutionnel de Salvador Allende.

Le Général Prats et son épouse ont été victimes d'un attentat terroriste le 30 septembre dernier, à Buenos Aires, capitale de l'Argentine ; une bombe, posée par des fascistes chiliens ou étrangers au service de la junte militaire chilienne, a explosé à l'intérieur de leur voiture.

Il s'agit, après le Général René Schneider tué en octobre 70, du second commandant en chef assassiné par le fascisme pour son sens de l'honneur, sa loyauté envers la Constitution et son sens de l'ensemble des devoirs militaires.

En exerçant de hautes charges lors du Gouvernement de l'Unité Populaire, le Général Prats s'est attiré l'estime et le respect du Peuple Chilien, grâce à ses efforts patriotiques pour maintenir les forces armées dans le strict respect des principes démocratiques et du régime légalement constitué.

Dans l'accomplissement de cette mission, il a dû supporter avec intégrité et dignité les pressions et les provocations dirigées contre lui par la haute bourgeoisie chilienne et l'impérialisme nord-américain. Même après qu'il ait été forcé de renoncer au commandement de l'armée — manœuvre clef des plans séditionnels — et qu'il se soit retiré en Argentine, ces valeurs qu'incarnaient le Général Prats représentaient une condamnation morale pour les généraux traîtres et anti-patriotes de la junte, et un symbole pour les secteurs non fascistes des forces armées, qui se sentent entraînés à une action sanguinaire sans précédent qui les avilit et les dégrade face au monde et à leur propre conscience.

C'est pourquoi le célèbre militaire représentait pour la stabilité de la junte un danger qu'il fallait éliminer. Condamnés et répudiés par l'humanité civilisée, les fascistes chiliens ont recours — comme une bête blessée — à des moyens de plus en plus désespérés pour affermir leur pouvoir. Motivée par de tels desseins, la junte avait condamné à mort le Général Prats bien avant le coup d'Etat.

Le Parti Socialiste n'éprouve que chagrin et répudiation à la suite d'un tel crime ; c'est une perte douloureuse pour le Chili, que celle de ce patriote exemplaire.

Mais la junte militaire ne restera pas impunie.

Le Peuple Chilien avance lentement mais inexorablement. Sa capacité de lutte et de réponse à la barbarie du fascisme augmente de jour en jour.

Avec l'appui solidaire des peuples du monde et la volonté de lutte renouvelée des patriotes chiliens, nous renverserons le fascisme et l'éliminerons définitivement du Chili.

NOUS VAINCRONS

Parti Socialiste du Chili,

30 septembre 1974.



VICTOR ZEREGA A ETE ASSASSINE

Victor Zerega Ponce, membre de la commission politique du Comité Central du Parti Socialiste du Chili, a été assassiné par les fascistes. Après sa disparition le 23 juin dernier, jour où il fut fait prisonnier dans une des razzias massives que dirige le criminel Général Ernesto Baeza, on aurait retrouvé son corps inanimé sur une plage.

La Révolution chilienne perd un de ses dirigeants les plus jeunes et les meilleurs. Il est né dans la ville d'Iquique, berceau du mouvement ouvrier chilien, il y a 28 ans. Brillant lycéen, il entre très jeune à la Jeunesse Socialiste du Chili. Dès ses débuts, excellent dirigeant dans l'enseignement secondaire, il fait preuve d'abnégation et de persévérance. Il part pour Santiago afin d'entrer à la Faculté d'économie de l'Université du Chili, où il prend une part active aux luttes étudiantes pour la Réforme universitaire.

En 1969, il est élu secrétaire de la Jeunesse Socialiste pour la région de Santiago, où il s'oriente vers le syndicalisme juvénile. Il se révèle un infatigable professeur du mouvement ouvrier dans le cadre des cours de formation syndicale de la Centrale Unique des Travailleurs. Il participe au cinquième congrès général de la CUT, ainsi qu'à de nombreux événements et luttes syndicaux. Sa profonde connaissance du mouvement ouvrier, son travail prolétarien, et ses qualités d'organisateur lui permettent de jouer un rôle important dans le département national syndical du Comité Central.

A la mi-août, un commando militaire annonçait à ses parents que son cadavre avait été trouvé sur une plage.

Ainsi le fascisme se fait l'auteur d'un crime lâche de plus.

Le Parti et la classe ouvrière chilienne se souviendront de Victor comme d'un militant infatigable, tant sur le plan de la théorie que de la pratique révolutionnaire ; d'un camarade qui, s'étant chargé d'un travail énorme, l'accomplit toujours avec simplicité, sans jamais exiger d'honneurs personnels. Les honneurs faciles ne sont pas le but de révolutionnaires comme Victor Zerega, qui mettent le leur dans chaque acte de leur vie dédiée à la cause des travailleurs.

Par sa mort héroïque et silencieuse, Victor continue d'éduquer des militants. Notre orgueil d'appartenir à un parti comme le Parti Socialiste trouve sa raison d'être dans l'existence d'hommes comme Victor.

Victor
Zerega

ASSASSINAT DE LUMI VIDELA, MILITANTE REVOLUTIONNAIRE CHILIENNE

Une démonstration de plus du caractère brutal et sanguinaire de la junte fasciste chilienne : le dimanche 3 novembre, à l'aube, des agents du Dina, organisme chargé de coordonner la répression, ont lancé dans l'ambassade d'Italie le corps inanimé de la camarade Lumi Videla, militante du MIR (Mouvement de Gauche Révolutionnaire). Puis ils ont voulu démontrer à la presse dictatoriale qu'elle avait été assassinée par ses propres camarades de combat, réfugiés à l'ambassade. Cet acte, unanimement condamné, montre clairement jusqu'où sont capables d'aller les fascistes au pouvoir. Lumi Videla avait été arrêtée plusieurs jours auparavant, avec son mari et son petit garçon de 5 ans. Après l'assassinat de la camarade Videla, la Résistance nous a fait savoir que les assassins criminels de Dina continuaient à torturer Sergio Perez Molina, le mari de Lumi Videla, en présence de son fils, pour faire parler le camarade Perez et continuer de l'avant dans la répression et la barbarie dont se rend continuellement responsable le régime d'horreur de Pinochet.

Il faut que le monde civilisé milite contre la dictature fasciste chilienne. Nous devons empêcher, grâce à la solidarité internationale, qu'arrivent de nouveau ces actes aberrants dont on ne trouve aucun autre exemple dans l'histoire, pas même pendant l'âge d'or hitlérien.

GUSTAVO RUZ

Le 15 mars de cette année, au cours d'une perquisition, on a arrêté à Santiago le camarade Gustavo Ruz, ancien Secrétaire Général de la Jeunesse Socialiste et actuel membre de la Commission politique du Parti Socialiste du Chili.

Après avoir été sauvagement torturé à la base aérienne de Colina, il a été transféré en un lieu gardé secret ; sa vie est en danger. La Junte Militaire a refusé de révéler l'endroit de sa détention, où s'il a été assassiné.

Né en 1948, le camarade Ruz entre très jeune à la Jeunesse Socialiste de Chillan, capitale de la province de Nuble. Son remarquable niveau politique, sa capacité de travail et son esprit de sacrifice l'amènent bientôt à assumer d'importantes responsabilités comme dirigeant de la jeunesse. Il a été, entre autres choses, Président de la Fédération Provinciale des Etudiants de Nuble, Secrétaire régional de la Jeunesse Socialiste et dirigeant régional du Parti.

Puis il fut Vice-Président de la Fédération des Etudiants de Concepcion et, à Santiago, Président de l'Institut Pédagogique de l'Université Technique de l'Etat.

En 1968, à l'âge de 20 ans, il confirme ses qualités personnelles et politiques à la XX^e Conférence Nationale de la JS, qui l'élit membre du Comité Central et son Secrétaire Général.

A ce poste, le camarade Ruz travaille activement au sein du mouvement de la jeunesse chilienne, pendant une période agitée de luttes politiques et revendicatives des travailleurs contre le gouvernement réformiste de Frei. Ce qui lui valut d'être poursuivi et plusieurs fois arrêté.

Comme principal représentant de la JS, il participa à plusieurs événements internationaux importants, tels que la « Rencontre latino-américaine de solidarité avec le Viêt-Nam, le Laos et le Cambodge », le X^e Festival Mondial de la Jeunesse » à Berlin et la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique.

En 1970, il se livre à un travail intense comme Président du Comité National Juvenile de l'Unité Populaire, qui se termine par l'élection de Salvador Allende à la Présidence de la République.

Au début de 1971, le camarade Ruz participe au dernier Congrès général du Parti, à La Serena ; il est élu membre de son Comité Central. Cet organisme l'élit membre de la Commission Politique, charge qu'il occupait au moment du coup d'Etat fasciste. Il a eu sous sa responsabilité le sous-secrétariat des moyens de communication du PS, puis celui du Parti auprès du Gouvernement (1).

A 26 ans, le camarade Gustavo Ruz est un exemple pour la jeunesse chilienne et un digne combattant de la révolution.



Gustavo Ruz

(1) Organisme appartenant au Comité Central, chargé de soumettre au gouvernement les projets politiques du Parti.

INTERVIEW D'UN RÉSISTANT

Un camarade résistant de notre Parti a bien voulu nous accorder l'interview que nous reproduisons ici ; elle a été réalisée dans la clandestinité, et reflète la véritable pensée politique des combattants du Chili d'aujourd'hui.

Question. — Quelles sont, d'après vous, les caractéristiques des différentes étapes qu'a vécues notre patrie, du point de vue de la junte militaire fasciste et, naturellement, du point de vue de la Résistance et du Peuple Chilien ?

Réponse. — Le coup d'Etat a lieu dans le contexte suivant, en ce qui concerne les forces sociales en présence : une bourgeoisie unie en tant que classe et force politique, grâce à un objectif commun, renverser le Gouvernement Populaire ; une gauche politiquement divisée, sans une ligne d'action commune qui permette aux forces populaires d'affronter la nouvelle situation, ce qui a comme conséquence immédiate le repli de la classe ouvrière et de ses alliés, ainsi que la désarticulation des partis, due à la situation en vigueur après le coup d'Etat.

Dans ce contexte général, la junte commence à gouverner en créant les conditions favorables à la réalisation de sa politique vague de « reconstruction nationale », essentiellement basée sur la correction des soi-disant erreurs de l'administration antérieure ; elle ne fait rien d'autre qu'essayer ouvertement de rétablir au Chili la vieille structure de capitalisme dépendant, amplement minée par la gestion du Gouvernement Populaire. Ceci explique l'abandon ANTI-CONSTITUTIONNEL de nos richesses de base à travers l'indemnisation des entreprises multinationales yankees. C'est aussi ce qui explique la rupture du Pacte andin', qui permet à l'investisseur étranger de placer autant de capitaux qu'il le souhaite dans notre pays. Plus grave encore, il faut signaler que les entreprises passées aux mains des travailleurs et les terres expropriées sont rendues à leurs anciens propriétaires.

A ce point de son développement, la décomposition commence à prendre tournure. La politique indéfinie de « reconstruction nationale » atteint d'une manière égale les travailleurs et d'importants secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie qui faisaient partie de sa base de sustentation initiale. Une quantité considérable de propriétaires refusent de récupérer leurs biens à cause des lourds impôts auxquels les soumet la junte. L'inflation, sans précédent dans l'histoire mondiale, est une autre caractéristique du Chili des fascistes. La hausse des prix dépasse 1.400 %. Un seul exemple :

	Septembre 1973	Novembre 1974
Sucre	12 esc.	1.400 esc.
Salaire minimum.	12.000 esc.	50.000 esc.

Pour ce qui est de la Résistance, la première étape a été une période de réorganisation, compte tenu des nouvelles conditions ; elle a été critique et

très difficile. Mais les durs coups reçus nous ont empêché d'atteindre l'objectif initial immédiatement après le 11. Toutes les forces de gauche ont cependant réussi à se réorganiser dans la clandestinité, ce qui est exprimé publiquement à partir d'août-septembre de cette année. En ce qui concerne le travail de la Résistance, disons qu'elle opère dans une unité d'action qui prend à la base la forme d'un front anti-fasciste.

Question. — Quel rôle estimez-vous que joue la solidarité internationale dans la lutte du Peuple chilien pour sa libération ?

Réponse. — Il est indiscutable que la solidarité internationale est pour nous d'une importance extraordinaire. Au début, la junte n'a accordé aucune importance au retentissement du coup d'État sur le plan international ; cependant, un peu plus d'un an après, la solidarité avec le Chili s'impose comme une réalité et devient une des préoccupations principales de la junte. Les changements successifs au ministère des affaires étrangères ne parviennent pas — ni ne parviendront jamais — à résoudre ce problème. Dans son désespoir, la junte essaie en vain de justifier l'état de crise interne en rendant responsable de cette crise la campagne « marxiste internationale ». On les voit alors se livrer à une nouvelle offensive de propagande caractérisée par des appels répétés aux cadres du pays au nom de l'« unité nationale ». Les coupables à leurs yeux ne sont plus, comme avant, le gouvernement précédant et sa politique socio-économique ; ils essaient sans nuance de faire croire au Peuple que des facteurs extérieurs empêchent le pays de redémarrer. Naturellement, cela ne convainc personne, car le Peuple sait parfaitement qui sont les vrais responsables de la misère où il se débat aujourd'hui. Il est donc clair que la solidarité internationale avec notre lutte a pour nous la plus grande importance.

Question. — Quelle a été, sur le plan intérieur, l'attitude de la junte face au malaise produit par la gestion du gouvernement ?

Réponse. — Pour réduire à néant les possibilités de protestations du Peuple contre sa situation désespérée, la junte pratique une politique de répression dont les caractéristiques sont l'horreur et le crime systématiques. La moindre manifestation de revendication populaire est violemment réprimée. Un exemple : à plusieurs reprises, des autobus bondés ont été arrêtés car il se faisait à l'intérieur, pendant le trajet, des « commentaires hostiles à la junte ». Lors des funérailles des victimes du fascisme, les mères ou épouses des martyrs proclamaient à voix haute leur protestation courageuse ; elles ont été arrêtées et torturées. Il y a de fréquentes perquisitions dans les bidonvilles, à cause de rumeurs ou de dénonciations ; une prétendue lutte contre la délinquance justifie tout cela. Les camarades pris à faire de la propagande sont fusillés sur le champ. Même au milieu de cette terreur nous continuons le combat, car

NOUS

NE POUVONS RECEVOIR DE COUPS PLUS DURS
QUE CEUX QUE NOUS AVONS DÉJÀ REÇUS.

INTERNATIONAL

LA RÉSISTANCE CHILIENNE ET L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Le contexte international de la Résistance chilienne n'a cessé de changer depuis le 11 septembre 1973. Certains événements, comme la guerre du Moyen-Orient en octobre 73, ont amené des modifications permanentes qui ont des répercussions importantes : puissance accrue des pays arabes, reconnaissance de l'OLP par les Nations-Unies, etc. Des événements comme l'affaire du Watergate et la chute du Président Nixon peuvent avoir des conséquences directes sur la politique latino-américaine des U.S.A., en rendant possible un retour au pouvoir du Parti Démocrate. Le désastre Républicain aux dernières élections législatives le rend presque inévitable.

D'autres faits, comme la chute du Négus en Ethiopie, ne semblent intéressants que parce qu'ils montrent jusqu'à quel point nous vivons dans un monde différent de celui que nous connaissions à la fin du Gouvernement Populaire. Mais cet intérêt n'est pas qu'« exotique » ; la chute de cette vieille monarchie africaine pose le problème du militarisme dans le Tiers-Monde. D'autre part, les caractéristiques — bien qu'encore mal définies — du coup d'État éthiopien l'éloignent du type d'intervention militaire réactionnaire chilienne, montrant ainsi la complexité du phénomène. En ce sens, le coup d'État — ou plutôt les coups d'État — portugais est sans aucun doute le plus intéressant ; celui de Spínola et de ses partisans qui freinait le processus, puis la contre-offensive du MFA permettant, avec mobilisation populaire, de déjouer le complot, ont mis fin à bientôt quinze ans de guerres coloniales.

La chute de la dictature grecque est, avec celle du fascisme portugais, l'événement le plus positif enregistré en Europe. Malgré des résultats décevants aux élections, il est significatif que la Grèce et le Portugal, après avoir été les symboles les plus rétrogrades du panorama politique mondial — à des degrés différents — soient devenus les centres d'intérêt d'une gauche pleine d'espoir.

Du point de vue de la Résistance chilienne, toutes ces transformations montrent la nécessité de considérer l'influence de la situation internationale sur la lutte anti-fasciste.

Il semble difficile d'exagérer cette influence, étant donné le caractère mondial du système impérialiste, tant sur le plan économique que sur le plan politico-militaire. C'est particulièrement vrai pour l'Amérique latine, dont l'histoire se confond depuis 500 ans avec celle de l'expansion européenne. De la découverte de l'Amérique au règne des grandes entreprises capitalistes, nord-américaines et internationales, ce que l'on appelle « facteur externe » est devenu facteur de construction de nos sociétés.

Chaque crise mondiale, chaque fluctuation dans l'équilibre entre les différentes puissances impérialistes a laissé son empreinte dans la structure même de nos sociétés.

En ce qui concerne la situation chilienne et les conditions spécifiques de l'exil, il existe cependant un risque plus grand que celui d'une simple indifférence à l'égard du facteur international. C'est celui qui consiste à partir d'une analyse artificielle de la situation mondiale et, en fonction de conclusions illusives, à donner au facteur international une importance disproportionnée. Le résultat d'une erreur politique de ce genre serait désastreux : elle supprimerait la priorité absolue des conditions intérieures pour l'orientation de la lutte et ferait perdre de vue, à moyen terme, le caractère du combat contre une junte militaire imposée et soutenue par l'impérialisme.

En effet, une analyse erronée de la conjoncture mondiale se caractériserait principalement par une recherche intensive de facteurs hautement positifs dans la situation actuelle, tandis qu'une analyse révolutionnaire s'attache à découvrir, pour s'y attaquer, les faiblesses de l'impérialisme, principal ennemi.

Le désir de voir la junte tomber dans les plus brefs délais provoque des réactions spontanées de la part de camarades pleins d'illusions sur le « facteur externe ». Par exemple, la plus répandue consiste à supposer qu'une tendance à la dispersion mondiale et à la libération de certains pays pourrait entraîner automatiquement un affaiblissement de l'appui impérialiste dont dispose la junte. La vérité est toute autre, et les forces révolutionnaires latino-américaines doivent plutôt s'attendre à voir se durcir les positions nord-américaines au fur et à mesure que l'impérialisme recule dans le reste du monde. Il est vrai, néanmoins, que la solidarité des mouvements de libération et des forces révolutionnaires est efficace au plus haut point lorsqu'ils affrontent **simultanément** l'ennemi commun. Mais ce n'est pas un phénomène mécanique ; ce qui est vrai pour l'inaction des luttes entre elles, qui s'attirent une part importante de la capacité d'intervention impérialiste, ne peut s'appliquer à une simple interaction entre des situations politiques plus ou moins critiques, et les possibilités internationales — même si l'on accepte l'hypothèse d'un courant mondial hostile (?) aux régimes autoritaires — ne mettent pas l'impérialisme en position de faiblesse, de même qu'elles ne permettent pas à la Résistance chilienne d'exploiter en sa faveur le moindre affaiblissement du soutien militaire à la junte.

D'autre part, il est difficile de considérer les événements de Grèce et du Portugal comme la démonstration d'une progression — il y avait une diminution du rôle historique de la violence — ou que soufflent des vents qui vont transformer le régime militaire chilien en un anachronisme insupportable même au goût du Pentagone ou du Département d'Etat. A ce propos, peu de fois la violence a joué son rôle d'accoucheuse mieux que lors des événements grecs et portugais. Bien que cela paraisse insolite, certains ont pu voir en l'affaire portugaise un courant d'air frais pour les espoirs de transition non violente vers

le Socialisme. Laissant de côté la question de savoir jusqu'où va le processus portugais, il est nécessaire de rappeler que la chute du régime fasciste a été essentiellement l'œuvre des militaires, que la lutte armée de trois peuples africains a joué un rôle déterminant dans sa gestation, que la défaite du colonialisme portugais a été reconnue même par les militaires conservateurs, et que c'est l'équilibre des forces en présence dans une manœuvre essentiellement militaire qui a fait échouer la tentative réactionnaire de Spínola.

Pour ce qui est de la Grèce, on connaît l'histoire : coup d'Etat contre Makarios, organisé par les Grecs, occupation militaire de Chypre par la Turquie, impuissance des Forces Armées grecques devant l'échec de leur manœuvre et repli dans les casernes pour éviter la destruction des Forces Armées en cas d'affrontement avec la Turquie. En ce qui concerne le retrait de la Grèce de l'OTAN, il ne signifie pas un retrait du Pacte Atlantique et, à plus forte raison, il n'annonce aucun processus de démocratisation poussée de l'appareil militaire (l'épuration ne sert que les intérêts de la droite grecque, confortablement installée par la victoire électorale de Caramanlis contre le centre et les diverses forces de gauche).

Après plus de dix ans au cours desquels on a systématiquement associé un statu-quo en Europe à la paix nucléaire et à la prolifération de la violence dans le Tiers-Monde (de même que la participation impérialiste à des guerres locales « spéciales » ou « limitées »), il semble que l'unique fait nouveau soit l'entrée progressive de l'Europe dans une zone de tempêtes. Les scandaleuses révélations italiennes ne font que confirmer quelles proportions pourrait prendre une crise générale dans le très pacifique capitalisme d'Europe Occidentale (capitalisme d'après-guerre).

Il est probable qu'une vision réaliste du contexte international de la Résistance chilienne doit tenir compte des changements que peuvent entraîner les élections nord-américaines de 1976. Il semble que la campagne électorale doive commencer avant la période normale, vu la position de faiblesse de l'exécutif nord-américain ; les campagnes électorales ont créé un intérêt pour les mouvements révolutionnaires. Les grandes offensives victorieuses des Vietnamiens en 64, 68 et 72 constituent un remarquable exemple de mise à profit politique et militaire de ces moments de faiblesse relative à Washington ; ces victoires ont ruiné trois étapes successives de l'intervention militaire nord-américaine.

Pour éviter de fausses comparaisons, il faut se rappeler que les forces populaires vietnamiennes se sont bornées à renforcer l'efficacité de leur lutte permanente sur tous les plans, et à profiter des faiblesses de la période électorale nord-américaine pour donner le coup de grâce, plutôt que de spéculer sur le résultat des élections ou sur d'autres changements sans rapport avec le rapport de forces sur le lieu du combat.

Dans notre cas, le peu d'intérêt de l'électorat nord-américain pour ce que touche le Chili, qui ne

risque pas de devenir le thème ni central ni secondaire de la campagne, constitue un autre handicap sérieux. De plus, toute considération objective sur les avantages qu'entraînerait la victoire du Parti Démocrate devra se débarrasser de toute une mythologie latino-américaine qui déguise, d'une manière incompréhensible, ce parti en progressiste, ou du moins une de ses fractions.

En fait, l'unique origine de ce mythe sont les démocrates nord-américains eux-mêmes. Ce sont les efforts de Truman pendant la guerre froide (tant en Asie qu'en Europe) et ceux de Kennedy et Johnson en Indochine qui leur valent cette réputation hors de leurs frontières. En Amérique latine, la fracassante propagande « réformiste » de « l'Alliance pour le Progrès » a laissé nostalgique les secteurs bourgeois qui n'ont jamais reçu les fonds promis, mais la seule Révolution latino-américaine a fait l'expérience (baie des Cochons) de la véritable poigne du clan Kennedy, qui a conduit le monde au bord de la guerre pendant la crise d'octobre 1962.

Il n'y a pas que le parti des secteurs les plus modernes et les plus agressifs de l'impérialisme qui soit sujet à des déformations idéologiques. Bien que cela semble inexplicable, c'est l'impérialisme nord-américain lui-même, sans distinction entre les partis ou les tendances, qui bénéficie d'une certaine image libérale rendant ses agissements plus incompréhensibles.

Ce serait une erreur que d'imaginer les dirigeants politiques nord-américains comme des innocents attérés par le sang qui tache leurs mains depuis le 11 septembre 1973. Les déclarations présidentielles — passons sur celles de Kissinger — expriment une satisfaction raisonnable au sujet des « événements » chiliens. Ils reconnaissent avec la même joyeuse satisfaction la participation de la CIA dans la chute du Président Allende, accusé depuis par Ford d'avoir « mis en péril la liberté de presse » au Chili !

Ces affirmations ne doivent rien à une erreur ou à l'hypocrisie du Président. Sa manière d'être ridiculement éloigné des faits est un moyen de rappeler les privilèges de l'exécutif nord-américain dans l'histoire latino-américaine. Ce sont nous, les Chiliens, qui sommes loins de la réalité quand nous croyons les nord-américains désolés que soit assassinée une démocratie à l'occidentale.

Il est clair que, pour eux, le problème est différent. Ils essaient depuis des années de démontrer que la libération nationale est devenue impossible à cause du pouvoir qu'exerce leur système militaire ; c'est pourquoi ils ont cru nécessaire de rappeler au monde qu'ils n'acceptent pas **non plus** une libération pacifique, légale et démocratique. Et que, bien sûr, le Socialisme leur semble encore plus répugnant. Quant aux personnes ou aux groupes qui croiraient au caractère « européen » de la démocratie chilienne, les nord-américains ne dédaignent pas que leur agression puisse les faire frissonner, de l'autre côté de l'Atlantique. Tant que ce ne sera pas eux qui auront les mains liées par de tels mensonges, les jeux

de mots sur la démocratie assassinée leur sert à rentabiliser la leçon que donne leur opération chilienne.

Les nord-américains ne font que suivre le chemin tracé dans le passé par eux-mêmes et d'autres impérialistes, et pas seulement avec notre parodie périphérique des grandes institutions occidentales. Un coup d'œil rétrospectif à nos livres d'enfants et aux figures vénérées d'Égypte, de Grèce et de Perse suffit à montrer le peu de considération de la bourgeoisie pour ses propres mythes. Mossadegh a payé de sa vie sa lutte pour une relative indépendance économique du vieil empire de Darius. Nasser a dû affronter l'agression impérialiste en 1956 pour avoir osé faire revivre, avec les ressources du canal de Suez, les possibilités d'irrigation tant célébrées du temps des Pharaons, et Truman n'a choisi rien moins que la Grèce pour annoncer sa célèbre doctrine de 1947, quelques vingt ans avant que le CIA installe ses gorilles dans le « berceau de la démocratie ».

Nous retrouvons les habitudes de l'impérialisme dans ses forfaits contre les civilisations millénaires d'Asie, comme la Chine et l'Inde, ou dans la lutte pour le contrôle des communautés africaines proches de l'âge néolithique. L'histoire latino-américaine est riche d'exemples aussi monotones, des interventions quotidiennes du début du siècle aux grands débarquements-invasions du Guatemala en 1954, de Cuba en 1961 et 1962, de Saint-Domingue en 1965, et à la participation avouée au coup d'État chilien.

L'analyse révolutionnaire de la situation internationale n'a de valeur que comme analyse des forces qui s'affrontent sur une scène déterminée du camp capitaliste. Le caractère international de sa lutte trouve principalement son origine dans l'existence d'un système impérialiste mondial. Seule l'existence d'une force révolutionnaire opérant sur le terrain même peut révéler les facteurs positifs de fluctuations dans le camp impérialiste ; ceux-ci n'ont de sens ni n'existent sans cette force dont la mise en place et le développement sont la tâche principale de la lutte contre la junte militaire et des forces armées que la gauche chilienne a définies à l'unanimité comme d'occupation.

Cette condition est également indispensable pour que puissent développer efficacement leurs possibilités des facteurs comme l'internationalisme prolétarien.

A. V.



SALVADOR ALLENDE MORT AU COMBAT

ROBERTO FERNANDEZ RETAMAR

* Texte distribué par l'agence Prensa Latina (N.D.L.R.).

Le destin des grands hommes est souvent curieux. Ché Guevara, médecin argentin légendaire, après avoir traversé le Continent, s'est couvert de gloire dans la lutte armée de Cuba, a fait une théorie de la guérilla, et a repris aussitôt son combat à une échelle continentale. Le fait qu'il fut assassiné en Bolivie, à la suite d'un engagement procède d'une logique inéluctable, malgré sa fin très lamentable. Parmi ceux qui l'ont précédé ou suivi dans la mort au combat, on peut citer quelques noms de notre innombrable pléiade de combattants révolutionnaires : Marti et Maceo, Zapata et Sandino, Guiteras et Aponte, Luis de la Puente et Argimiro Gabaldon, Inti Peredo et Francisco Caamano. Mais l'opinion internationale se faisait une image différente de cet autre médecin, le chilien Salvador Allende qui se consacra généreusement corps et âme à l'action révolutionnaire et dont la mort héroïque touche en ce moment même le monde entier. Ce monde était habitué à en avoir une

autre image : celle d'un homme souriant quoique énergique, cordial quoique ferme, qui s'était proposé de démontrer à l'histoire qu'il était possible d'épargner à l'humanité la péripétie sanglante que la naissance d'un monde nouveau, un monde sans exploités ni exploités, a nécessité jusqu'à maintenant.

Salvador Allende avait l'habitude de montrer avec orgueil un exemplaire du livre « La guerre de guerrilla » où son prestigieux collègue né de l'autre côté de la frontière, devenu déjà une figure capitale de la révolution latino-américaine, avait apposé une dédicace fraternelle. Dans celle-ci, le Che faisait référence à l'identité des objectifs communs à lui-même et à Allende, même si les voies que ce dernier voulait prendre étaient différentes.

Il était naturel qu'Allende montre avec orgueil cette dédicace, puisqu'en effet, son identité avec Fidel, avec le Ché, avec la Révolution Cubaine, comme il l'a démontré en toutes circonstances depuis 1959 jusqu'à la fin de sa vie exemplaire, fût absolue. La dernière fois qu'il a visité Cuba, en décembre de l'année précédente, dans son discours lors du grand rassemblement populaire de solidarité avec le peuple chilien et avec le président Allende, Fidel a rappelé cette identité :

« Contrairement à certaines « personnalités » qui se prétendaient « démocrates », « révolutionnaires » — entre guillemets — et même « progressistes » et qui avant la révolution affirmaient avoir des liens affectifs avec le peuple cubain, et qui parce que cette révolution était trop profonde pour être celle des timorés, et encore moins celle tolérable par l'impérialisme, ont renié leur amitié avec la révolution cubaine, le compagnon Salvador Allende accorda à notre processus une confiance illimitée et son amitié la plus solide. » (Fidel Castro).

Ce fût à cette occasion, le 13 décembre 1972, qu'Allende, au moment de remercier avec une tendresse virile les paroles de Fidel, le proclama, dans une phrase que nous cubains n'oublirons jamais, « commandant de l'espérance latino-américaine ».

Le fondateur du combatif parti socialiste chilien, ministre d'Aguirre Cerda, fut à la fois le défenseur de la Révolution Cubaine et des guérilleros qui étaient aux côtés du Ché en Bolivie, le président qui, dès sa prise de fonction, défiait hardiment l'impérialisme yankee et rétablissait totalement les relations entre le Chili et Cuba, le dirigeant qui surmonta pendant trois ans les plus rudes tempêtes sans perdre ni son calme ni son énergie (comme il l'a démontré personnellement pendant la grève contre-révolutionnaire d'octobre 1972, répétition générale du dernier coup d'état), n'avait rien d'un timoré : c'était un combattant. Et si son obstination à ne pas céder à cette créatrice de l'Histoire qu'est la violence, ce n'était pas par crainte, mais à cause de la belle et tenace illusion de pouvoir éviter à son peuple les douleurs qu'aucun homme de bien ne lui souhaite. Ceux qui choisissent cette voie dramatique ne sont pas des révolutionnaires. S'adressant à l'occasion des adieux que lui dédia le peuple du Chili dans le Stade National le

2 décembre 1971, le commandant Fidel Castro, dans un discours où il analysa clairement le fascisme chilien, mis en garde le peuple contre l'éventualité d'un coup d'état, qui se réalisa dix-neuf mois plus tard :

« A notre avis, le problème de la violence dans ce genre de processus — y compris celui de Cuba — une fois le régime révolutionnaire établi, n'est plus le fait des révolutionnaires. Il serait absurde, il serait incompréhensible, il serait illogique que les révolutionnaires, à partir du moment où ils ont la possibilité d'avancer, de créer, de travailler, de marcher en avant, aillent promouvoir la violence. Mais ce ne sont pas des révolutionnaires qui dans de telles circonstances créent la violence. Et si vous l'ignorez, il est sûr que les événements à venir feront le nécessaire pour vous le démontrer. »

La suite des événements se chargea de le démontrer terriblement au Chili. Les grandes entreprises nord-américaines dont les intérêts seraient affectés par les mesures revendicatives du gouvernement de l'Unité Populaire, et la réaction chilienne, allié mineur et porte-parole de ces mêmes intérêts, ont orchestré avant même l'instauration du gouvernement Allende une campagne incessante pour rendre impossible l'exercice de ce gouvernement. Le coup d'état fasciste, orienté par la C.I.A., qui a détruit finalement ce gouvernement le 11 septembre de cette année, au prix de milliers de victimes, n'a été que l'aboutissement du plan qui commença à se concrétiser avec l'assassinat du général René Schneider et fut suivi par de nouveaux assassinats, attentats de toutes sortes, croche-pieds parlementaires, grèves patronales, manifestations de « momias » avec des chaudrons reluisants, d'infâmes calomnies de presse. Ce fut le déchaînement de la violence contre-révolutionnaire implacable, féroce, contre laquelle cet homme magnifique tentait de faire front avec une énergie surhumaine. Le 11 septembre, le fascisme le plus atroce révéla définitivement son visage, à peine caché pendant les mois, pendant les années antérieures. Salvador Allende fit alors du palais gouvernemental, symbole de la constitutionnalité sauvagement piétinée, un rempart, et mit sa poitrine en première ligne devant les balles, appela les travailleurs de son peuple à résister et à vaincre.

Sa loyauté, sa fermeté, son héroïsme, font que l'image que l'Histoire gardera de ce révolutionnaire qui lutta sans relâche pour éviter que le sang de son peuple soit répandu, sera surtout celle d'un homme de soixante ans qui, avec un casque de métal sur la tête et un fusil-mitrailleur à la main, défendit jusqu'à la mort, dans un édifice bombardé, le pouvoir que le peuple chilien lui confia. Et ce peuple, qui ne put assister à ses obsèques parce que au même moment, suivant l'exemple immortel de son leader, se battait dans les rues ensanglantées et fumantes du Chili refusant la bestiale attaque fasciste, ira un jour proche, le pays libéré, sur sa tombe, et rendra au grand latino-américain, au compagnon loyal de Fidel et du Ché, au docteur Salvador Allende, les honneurs du commandant mort au combat.

DOCUMENT

LA RESTAURATION AU CHILI

SANTIAGO BARRIOS

Version corrigée et actualisée de l'article paru dans « Temps Modernes »

DIX MOIS DE POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA JUNTE MILITAIRE

L'objet de cet article est de dresser un premier bilan de l'action de la dictature militaire chilienne pendant les dix premiers mois après le coup d'Etat de septembre 1973. Dans une première partie nous analyserons les objectifs qui orientent la politique économique adoptée par la Junte ; dans une seconde partie, les mesures concrètes qui ont été appliquées. Finalement, dans une troisième partie, nous évaluerons les résultats obtenus jusqu'à présent.

1. OBJECTIFS

Dès ses premières déclarations et actions, la Junte a révélé qu'elle entendait adopter un ensemble de mesures visant deux objectifs fondamentaux : d'un côté, instaurer ce qui a été appelé une « économie sociale de marché » ; de l'autre, afin d'assurer les conditions de reproduction de ce modèle de « concurrence parfaite », supprimer tous les moyens — notamment ceux mis au point pendant le gouvernement d'Unité populaire — permettant à l'Etat d'intervenir dans le domaine économique et d'empêcher le total développement d'une économie capitaliste dépendante avec un haut degré de concentration monopoliste.

Peu de déclarations politiques de la classe dirigeante mettent mieux en évidence ce double aspect de la politique économique que les déclarations de l'ancien président de la « Sociedad de Fomento Fabril », Orlando Sáenz, en mars dernier. Après avoir fait l'éloge de l'économie sociale de marché, il a déclaré : « Le processus que nous sommes en train de vivre est plus une révolution qu'une restauration ». Il ne suffit pas en effet à la classe dirigeante de récupérer le « système » préexistant avant le gouvernement populaire, avec ce que cela implique d'engendrement et d'appropriation du surplus économique, d'exploitation des travailleurs, de concentration monopoliste, de dépendance financière et technologique. Tout cela, qui est déjà énorme, lui semble insuffisant. Elle veut, en définitive — d'où le qualificatif de « révolution » pour le processus qu'elle oriente — que les conditions et les circonstances qui ont rendu possible l'accession d'Allende au pouvoir ne se reproduisent pas. Elle a tout particulièrement peur de l'activité syndicale et, d'une façon générale, de tout mouvement de masse.

1.1. ECONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ

L'expression renvoie, sous le déguisement d'une certaine rationalité, à une idéologie qui est en définitive celle de la grande bourgeoisie. Selon cette conception, la libre concurrence, la liberté des prix et la libre emprise des lois du marché suffisent pour assurer une bonne répartition des biens et des ressources. Et cet argument est considéré valable aussi bien à l'échelle nationale que mondiale. Aussi n'a-t-on pas hésité, et sans même adopter les moindres garanties permettant d'en mitiger les effets immédiats, à insérer l'économie chilienne dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale. Cette option signifie que les choix économiques résultent en dernière instance du jeu des intérêts des grands monopoles internationaux et des raretés spécifiques des biens et ressources sur le marché mondial — raretés qui ne sont pas forcément celles de l'économie chilienne.

Quoi qu'il en soit, il importe de révéler le caractère de cette idéologie, puisque c'est au nom de sa pseudo-rationalité que s'accomplissent les plus sinistres attentats contre les conditions de vie des travailleurs chiliens. Entre autres manifestations, ce caractère est mis en relief par la nature même de la législation antimonopoles imposée par la Junte. Selon ces textes on interdit toutes les pratiques monopolistes car elles se dressent contre le principe de la libre concurrence. Pourtant, étant donné la définition extrêmement imprécise des pratiques monopolistes, on ne limite pas les activités de concentration économique, mais seulement celles de concertation, de façon d'ailleurs très inefficace. C'est ainsi qu'on ne pénalise pas les clans financiers, lesquels, grâce au contrôle d'un ensemble d'activités intégrées verticalement ou horizontalement, n'ont pas besoin de faire appel à la concertation. De la même manière on ne pénalise pas les monopoles déjà constitués. Ainsi ne tombent pas sous le coup de la loi la « Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones », ni des groupes tels que « El Mercurio-Edwards », « Los Pirañas ». Ce dernier groupe a même procédé récemment à la fusion des entreprises « Mademsa » et « Fienza », les deux plus grands producteurs d'articles ménagers, sans que cela soit considéré comme une politique de monopole. Par contre, et paradoxalement, la seule résolution prise jusqu'à présent par le tribunal spécial chargé de ces affaires, concerne la fixation, par les ordres professionnels, de tarifs minimaux. Il s'agirait là, selon le Tribunal, d'une pratique monopoliste limitant la libre concurrence. En réalité, il est difficile de trouver une activité plus dissociée, et en conséquence moins représentative des pratiques monopolistes, que celle des professions libérales. Il est donc évident qu'il s'agit là d'une législation extrêmement formaliste qui n'atteint en rien les véritables monopoles.

L'idéologie de classe propre au concept « d'économie sociale de marché » se manifeste aussi dans les attaques menées au nom de la libre concurrence, contre la loi de sécurité de l'emploi. Cette loi est une conquête du prolétariat chilien et elle donne une cer-

taine stabilité d'emploi. On prétend qu'elle attente à la libre mobilité des ressources (1).

De même, la grande bourgeoisie, y voyant une atteinte à la libre concurrence et à la libre mobilité des ressources, dénonce la notion de revenu minimal, bien que celui-ci se situe souvent en-dessous du niveau de subsistance, ce qui oblige à multiplier les emplois ou à exagérer le recours aux heures supplémentaires (2). C'est ainsi que le journal « El Mercurio » du 27 avril 1974 écrit qu'« il existe des minima bien au-dessus de ce qui est souhaitable ». Il poursuit en disant que le gouvernement devrait s'abstenir d'imposer des lois concernant les rémunérations, et abandonner au marché du travail la détermination de celles-ci. Il est clair que la force de travail apparaît ici comme une marchandise à laquelle on ne permet même pas le privilège de fixer librement sa valeur sur le marché. C'est actuellement le gouvernement qui la fixe au moyen de décrets-lois qui, comme on le verra plus loin, assurent un taux élevé d'exploitation. Pourtant, ceci ne satisfait même pas les patrons : ils veulent que ce soit le marché qui détermine les rémunérations. Il est clair qu'il s'agit pour eux d'un marché où les travailleurs sont dépourvus de tout moyen de pression sociale, c'est-à-dire un marché sans activité syndicale, où toute revendication est interdite et où c'est la loi qui établit les conventions collectives. Dans de telles conditions, quand le travailleur individuel se trouve seul face à un capital de plus en plus concentré, on ne peut s'étonner que certains patrons souhaitent augmenter encore le taux d'exploitation au-delà des niveaux déjà atteints.

Notons enfin la thèse très particulière défendue par « El Mercurio » en ce qui concerne le contrôle des prix. Ce journal, s'interrogeant sur le taux élevé d'inflation atteint pendant l'année 1974 (307,4 % pour la période de janvier à octobre 1974), en voit une des causes principales dans l'existence du contrôle des prix ! Il fonde cette argumentation sur le fait que, depuis septembre 1973, les articles contrôlés auraient subi des hausses plus importantes que les autres. De toute façon, même si cela était vrai, cela ne permettrait nullement de poser une relation de causalité entre contrôle des prix et rythme inflationniste. Ce phénomène ne démontre rien d'autre que l'incapacité politique de la Junte pour contenir ces prix. En effet, ces articles étant contrôlés, c'est en vertu de décisions explicites et délibérées qu'ils ont connu les hausses les plus fortes. En fait le gouvernement les a attribuées à des causes extérieures — hausse internationale des prix agricoles, crise mondiale du pétrole — et à la décision de suspendre les subventions

(1) Après une importante campagne les groupes financiers ont reçu partiellement satisfaction, car le ministre du travail a annoncé que la loi de sécurité de l'emploi ne sera pas supprimée mais modifiée de façon à protéger « les entreprises et leurs équipements ». Cette victoire partielle est sans doute insuffisante pour les secteurs patronaux et ils continueront leurs attaques.

(2) Cf. Journal « El Día » de Mexico, 25 avril 1974, « La répression économique au Chili ». On y cite une étude de Michel Chossudorvsky de l'Université Catholique à ce sujet.

pour certains produits de grande consommation. En définitive, l'argumentation du « Mercurio » consiste simplement à réclamer l'élimination de tout contrôle des prix.

Comme le signale justement Alberto Martinez (3), le caractère mythologique du concept d'« économie sociale de marché » est reconnu même par les grands groupes financiers, qui n'ont pas hésité à profiter des avantages que le système leur offre sous couvert d'une pseudo-rationalité. C'est ainsi que depuis le 11 septembre on a non seulement permis à ces groupes de récupérer leurs avantages en matière de propriété des moyens de production, d'appropriation du surplus économique, de participation dans les circuits de circulation des biens et des ressources physiques et financières, d'augmentation importante du taux d'exploitation, mais encore on a parfois été au-delà des conditions qui existaient avant le gouvernement Allende ! Ainsi l'indice général des prix des actions (4) a-t-il été multiplié par 30 pendant l'année 1973 tandis que les prix l'ont été seulement par 6 selon l'indice officiel et par 11,7 si l'on tient compte, pour les corriger, des effets des manipulations dont il a été l'objet. C'est là un gain net pour la classe capitaliste, gain obtenu sans courir de risque ni développer d'activité et donc purement spéculatif. Outre cette revalorisation, les capitalistes ont obtenu des avantages notables de capital lorsque la Junte a décidé de rétrocéder aux particuliers des biens nationalisés. Ils ont pu ainsi non seulement récupérer les moyens de production dont ils avaient été expropriés ou qu'ils avaient volontairement vendus, mais ils ont eu en outre accès à la propriété de capitaux qui avaient toujours, ou depuis de longues années, appartenu à l'Etat. Tout cela a eu lieu dans des conditions économiques et financières extrêmement favorables pour la bourgeoisie et le capital étranger.

Mais c'est surtout dans l'évolution des taux et des marges de profit d'un côté et d'exploitation de l'autre, que l'on observe le mieux les progrès de la grande bourgeoisie depuis l'avènement de la dictature militaire. En effet, le taux d'exploitation a considérablement augmenté et aussi, en conséquence, celui du profit, augmentation qu'a encore accentuée une moindre pression fiscale. D'une part les prix ont augmenté pendant les quatorze premiers mois de 1.805 % (selon des estimations que nous donnerons plus loin) et les rémunérations l'ont été de 547 % pour le salaire moyen pendant la même période. D'autre part, la pression fiscale tend à diminuer dans la mesure où l'on accorde des délais extraordinaires et des facilités de paiement, en même temps qu'on permet la revalorisation des actifs réalisables. Traditionnellement la loi chilienne autorisait seulement la revalorisation de l'actif immobilisé : la mesure maintenant adoptée permet aux entreprises de se mettre en grande partie à cou-

(3) Cf. A. Martinez, « Le Monde diplomatique », juillet 1974.

(4) L'indice des prix des actions IGPA est calculé par « El Mercurio » et il est publié quotidiennement. En fait la hausse des prix des actions a commencé quelques mois avant le coup d'Etat.

vert du risque inflationniste. Il n'est donc pas étonnant qu'« El Mercurio » dans son éditorial du 1^{er} juin approuve cette réforme.

1.2. TRANSFORMATION DES FORMES D'INTERVENTION DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

Dans la logique du fonctionnement d'un gouvernement nationaliste, d'un régime fasciste ou simplement d'une dictature militaire, il est normal d'attendre la conservation, ou même le renforcement, d'un secteur de propriété ou de gestion étatique d'une certaine importance. En général ce type d'économie se réclame toujours, sous une forme ou une autre, du capitalisme d'Etat. Dans le cas chilien, l'active et traditionnelle intervention de l'Etat, en accord avec les intérêts de la bourgeoisie, avait donné de plus en plus au mode dominant de production le caractère d'un capitalisme monopoliste d'Etat. Pourtant, principalement en raison de l'engagement pris par le régime militaire de rendre à la grande bourgeoisie ses anciennes propriétés, l'attitude de la Junte a été en définitive très différente. En raison d'une collusion d'intérêts avec la grande bourgeoisie capitaliste et avec le capital étranger, la Junte a décidé de détruire l'appareil étatique de contrôle et de gestion économique. D'un côté elle a abandonné ou suspendu le programme d'investissements établi par le gouvernement populaire, notamment tous les projets visant à couper les cordons ombilicaux de la dépendance économique et technologique. Le pays reste donc pratiquement sans politique industrielle. Le modèle historique de développement industriel, mis en œuvre depuis que le gouvernement de front populaire de 1939 avait entamé une politique de substitution des importations, et caractérisé par une forte dose de volontarisme et de protectionnisme, est abandonné au profit du libre jeu des intérêts du capital étranger. L'Etat renonce à son rôle de protecteur et d'initiateur, pour ne plus chercher qu'à garantir les gains du capital étranger et par conséquent à imposer une discipline aux travailleurs et à fixer un coût peu élevé de la force de travail. Telles sont les orientations du nouveau statut pour les investissements étrangers. C'est du plus ou moins grand attrait que ces nouvelles conditions exerceront sur le capital étranger que dépendront les formes et les modalités du développement industriel. Or, les dimensions réduites du marché chilien et la basse productivité de l'industrie nationale, due en partie à la grande marge protectionniste à laquelle nous avons déjà fait

(5) Quoique l'afflux de capitaux prévu par la Junte ne se soit pas produit, le système capitaliste mondial a trouvé dans la renégociation de la dette extérieure et dans le prix du cuivre des formes efficaces et concrètes pour collaborer avec la dictature. Les fléchissements du prix du cuivre pendant les derniers mois, aux niveaux comparables à ceux existants pendant le Gouvernement Allende, pose à la Junte des problèmes de balance de paiement pour 1975 insurmontables en dehors d'une certaine aide étrangère. Celle-ci ne pourra plus la déguiser en prix du cuivre, ces pays industrialisés seront forcés à se prononcer à propos de la dictature chilienne face à une opinion publique de plus en plus sensibilisée.

allusion, indiquent déjà que l'intérêt des investisseurs ne sera en aucun cas énorme et qu'il aura sûrement un caractère marginal. Le cas brésilien est bien différent, et si en s'inspirant de celui-ci, la Junte attendait un afflux de capitaux étrangers, elle serait certainement déçue, et le processus d'investissement ne se consolidera pas de la manière prévue (5).

D'autre part, ce changement de politique se traduit par le transfert au secteur privé d'une grande partie du secteur de propriété sociale de l'économie (A.P.S.). On sait que le gouvernement Allende avait réussi à structurer un secteur public de propriété, ou sous contrôle étatique, d'une certaine importance. Quoique à ce sujet toute estimation quantitative soit aventureuse, on peut en chiffrer l'étendue au tiers de l'activité industrielle (500 entreprises), à 60 % de la propriété agricole, à 100 % du secteur financier, à 80 % du secteur minier et à 100 % du secteur énergétique. Après une période d'hésitation la Junte a décidé de transférer le plus possible de ces biens à des particuliers, son argument principal étant l'impact inflationniste des déficits du secteur étatique. C'est d'ailleurs cet argument qu'une très vive campagne des groupes financiers et du journal « El Mercurio » a mis au premier plan. Il est bien évident que ce transfert se réalisera dans les formes et avec les modalités qui conviendront à la grande bourgeoisie nationale et au capital étranger.

2. MESURES ECONOMIQUES ADOPTÉES PAR LA JUNTE

2.1. COMMERCE EXTERIEUR

Le gouvernement de l'Unité populaire avait appliqué un système de changes différenciés qui favorisait l'achat de matières premières, l'énergie (combustibles) et les biens alimentaires, mais défavorisait les biens de luxe. Ces taux de change variaient de 25 escudos à 200 escudos pour un dollar. La Junte a fixé un taux unique de 1.250 escudos le dollar.

L'augmentation du taux de change a eu des incidences considérables sur la structure des prix. En effet, comme les biens de consommation populaire et les biens de consommation intermédiaire bénéficiaient auparavant d'un taux préférentiel, ce sont eux qui ont ensuite subi la plus forte augmentation, et par suite, ce sont les secteurs aux revenus les moins élevés qui en ont supporté les conséquences. C'est ainsi que pour les produits agricoles importés — et de façon générale pour tout le secteur alimentaire — l'augmentation a été de 4.900 % ; et comme les rémunérations, dans le meilleur des cas, n'ont augmenté que de 1.018 %, ce sont les moins favorisés, dont une grande part du salaire est consacrée à l'achat de produits alimentaires, qui se sont trouvés le plus affectés par cette politique des changes.

D'autre part, en termes relatifs, le taux unique favorise l'importation de produits de luxe, surtout en ce moment où la Junte pousse à utiliser les devises qui se sont accumulées pendant les premiers mois de 1974 en raison du prix plus élevé du cuivre (6).

Lorsque le gouvernement d'Unité populaire était

au pouvoir, la quasi totalité des importations était subordonnée à un dépôt de 10.000 %, ce qui rendait prohibitive toute importation soumise à cette taxe. Il s'agissait en vérité — puisque le gouvernement pouvait discrétionnellement accorder des exonérations — de contrôler efficacement les importations. Sauf pour de rares et très marginales exceptions, la Junte a supprimé les dépôts et s'est du même coup privée de ce mécanisme de contrôle. Dorénavant ce seront seulement les conditions du marché et non plus les options du gouvernement qui détermineront la quantité et la structure des importations et leur impact sur les niveaux nationaux de l'activité économique.

Conformément aux postulats de l'« économie sociale de marché » et à l'insertion graduelle du marché chilien dans le concert international, la Junte propose depuis quelques mois une baisse des tarifs douaniers. Or, l'économie chilienne, et en particulier son industrie, n'a pu se développer que dans un contexte protectionniste : contrôle des importations, droits « spécifiques » et « ad valorem » qui atteignaient des pourcentages de 300 à 400 %. Une des premières mesures prises par la Junte a été d'en ramener le maximum à 200 %, puis, en juin, à 140 % et il est prévu de le réduire encore pour arriver à 60 % le 1^{er} janvier 1977.

Sans doute cette politique a-t-elle inquiété la classe patronale, mais de toutes façons, si le prix pour s'insérer dans le marché mondial est la suppression du protectionnisme qui permet à l'industrie nationale de survivre, la Junte est disposée à le payer.

Trois remarques pour conclure sur ce point : l'effet des augmentations du taux de change prédomine sur celui des diminutions ; leur effet est de renforcer la tendance à l'importation de biens de luxe ; ces modifications inattendues de taux et de tarifs laissent une grande marge à la spéculation.

2.2. PRIX

Depuis plus de quarante ans la législation économique chilienne permet le contrôle des prix. C'est ainsi qu'ont été surveillés un certain nombre d'articles de première nécessité ou de consommation courante. En pratique, cependant, la définition n'en était pas très précise, et si certains articles qui n'entraient pas dans cette catégorie ont pu y être incorporés, en revanche, lorsque les intérêts de la bourgeoisie l'exigeaient, des produits de consommation populaire ont, dans le passé, été soustraits au contrôle. Mais le gouvernement d'Unité populaire a, lui, appliqué extensivement cette législation aux principaux produits de consommation populaire, et d'une manière plus générale à tous les biens et services d'importance stratégique.

Une des principales mesures de la Junte, dès octobre 1973, a été précisément d'accorder des dérogations pour la plupart des produits. Les contrôles

(6) Il est tout à fait étonnant de remarquer qu'au début de la baisse du prix du cuivre, « El Mercurio » est arrivé à la limite de se féliciter, car de la sorte on aurait une moindre pression inflationniste par la voie de l'émission monétaire.

ne portent plus maintenant que sur un très petit nombre d'articles de base : sucre, pain, huile, lait, thé, etc. Le reste est livré au « libre jeu » de l'offre et de la demande, c'est-à-dire à l'emprise de « l'économie sociale de marché ».

Les résultats ne se firent pas attendre : le pays a subi le plus fort processus inflationniste qu'il ait jamais connu. C'est ainsi que les indices officiels des prix pour les quatorze premiers mois de gouvernement accusent une augmentation de 899 %, soit 1.805 %, si l'on tient compte des manipulations dont ils ont fait l'objet. Cette hausse affecte principalement les produits de consommation populaire et par conséquent les salariés, comme en témoigne le tableau suivant :

	octobre 74	% de hausse
lait (litre)	200 esc.	2.760 %
pain (kg)	380 esc.	2.430 %
huile (litre)	1.500 esc.	4.010 %
sucre (kg)	1.000 esc.	3.820 %

Dans une économie qui connaît un rythme d'inflation important, la seule défense des consommateurs, sauf si leurs rémunérations sont indexées, c'est le contrôle des prix. Or, actuellement, les entreprises peuvent transférer sur les prix tout effet inflationniste, au point que le journal « El Mercurio » a demandé aux industriels de modérer les prix afin de remédier à la relative déficience de la demande. Mais c'est là une recommandation que rien ni personne ne les oblige à respecter. La réalité le démontre, et d'une façon dramatique pour les travailleurs. L'activité syndicale est suspendue et les salariés, ne disposant pas de moyens de pression, se trouvent obligés d'accepter les conditions qu'on leur offre et donc d'absorber toutes les hausses.

2.3. REMUNERATIONS

Il est peu de domaines où les effets répressifs de la politique économique se reflètent de façon plus claire que dans le régime des salaires. D'un premier et superficiel examen, on pourrait conclure que la politique suivie en cette matière est contradictoire et vacillante. En effet, depuis le 11 septembre 1973, diverses dispositions ont été adoptées, dont le fil conducteur n'est pas évident, du moins en apparence.

I) Fin octobre un décret a accordé, pour le dernier trimestre de l'année, cinq salaires au lieu de trois. On a mis à parité les allocations familiales des ouvriers et celles des employés. On a alloué un « bon spécial » (salaire additionnel) avec un plafond de 10.000 escudos. On a aussi accordé une indemnité de transport de 720 escudos.

Tous ces rajustements ont été octroyés après les hausses gigantesques du mois d'octobre, c'est-à-dire une fois que les travailleurs avaient pratiquement vu disparaître toutes leurs économies. Les baisses de ventes industrielles reflètent clairement cette situation.

II) Ensuite, et avec cet effet rétroactif sur le dernier trimestre de 1973, on a décrété que le revenu mensuel minimal, compte non tenu des bons de transport et des allocations familiales, serait porté de 3.200 à 12.000 escudos.

III) Fin décembre, la Junte a décidé que pour 1974, les rémunérations devraient correspondre à celles de janvier 1973 multipliées par cinq. L'allocation familiale a été élevée de 900 escudos à 1.800 ; le bon de transport a conservé sa valeur, tandis que le salaire minimum a été fixé à 18.000 escudos.

Le choix du coefficient d'augmentation est clairement démagogique puisqu'il cherche à faire croire aux travailleurs qu'on a ainsi compensé la hausse du coût de la vie en 1973 qui, selon les indices officiels, a été de 508 %. En réalité le coefficient aurait dû être 6 ou plutôt, pour combler les manipulations indiciaires, 11,8. D'autre part, pour être équitable, la compensation aurait dû tenir compte du fait que les salaires de janvier 1973 avaient subi les dévaluations correspondantes aux hausses de prix d'octobre à décembre 1972.

IV) En février 1974, face aux augmentations de beaucoup de produits alimentaires, en particulier le pain, le lait, l'huile, le butagaz, etc., on a octroyé un bon compensatoire à caractère dégressif pour charges de famille aux titulaires des salaires les plus bas. Une des caractéristiques importantes de cette bonification est que dans le secteur privé, elle est financée par un impôt patronal de 11 % sur les salaires. Mais évidemment, cet impôt a été immédiatement répercuté sur les prix. On a, en outre, augmenté le bon de transport de 720 escudos à 1.700 escudos.

V) Le 1^{er} mai, à l'occasion d'une parodie de célébration de la fête du travail, la Junte a annoncé une nouvelle politique des rémunérations. Le salaire minimum de base a été porté à 29.000 escudos, ce qui représente une augmentation de 62 %. Les autres rémunérations ont été augmentées de 30 %. On a porté les allocations familiales de 1.800 escudos à 4.000, c'est-à-dire au niveau de la bonification compensatoire introduite en février, laquelle a disparu. A disparu aussi l'impôt de 11 % qui la finançait, mais on n'a pas pour autant diminué les prix, et c'est donc tout bénéfice pour les entreprises ! Finalement le bon de transport a été augmenté de 1.700 à 5.000 escudos.

VI) Les premiers jours de juin, le gouvernement a annoncé un nouvel ensemble de hausses des articles essentiels. Elles représentent une augmentation de 20 % de l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin. Aussi, un mois après avoir prétendu fixer la nouvelle politique des rémunérations, la Junte s'est vue obligée d'accorder un bon compensatoire de 10.000 escudos par travailleur, soit une augmentation de 34 % pour le salaire minimum et de 19 % pour un salaire moyen.

VII) Finalement, deux semaines plus tard, pour corriger ce qui apparaissait comme une improvisation, on a décrété pour le mois de juillet une augmentation de 20 % avec un minimum de 10.000 escudos. En même temps on a supprimé le bon compensatoire introduit quelques jours avant. En outre on a porté l'allocation familiale de 4.000 à 5.000 escudos et on a annoncé qu'en octobre les rémunérations seraient augmentées de 15 %.

Cependant, ces vacillations, ces incohérences, le caractère précipité de ces mesures ne sont qu'apparentes. Un examen plus minutieux permet de déceler

deux principes derrière toutes ces décisions. D'une part, fixer les revenus minima au plus bas niveau possible, c'est-à-dire à celui de subsistance ; c'est la raison pour laquelle, devant les hausses persistantes des prix, la Junte s'est vue dans l'obligation de rajuster de façon réitérée le montant de ces revenus minima afin de les adapter au niveau de subsistance. D'autre part, faire en sorte que la plupart des salariés soient soumis au système du salaire minimum. Dans cette optique s'inscrivent les différences constantes entre les rajustements du salaire minimum et ceux des autres rémunérations. Alors que les minima ont été augmentés entre août 1973 et octobre 1974 de 1.360 %, les revenus moyens l'ont été seulement de 734 %. Cette disparité a eu pour conséquence pratique que dans tous les secteurs où, avant le coup d'Etat, les travailleurs touchaient jusqu'à 2,5 fois le salaire minimum, ils sont à présent au niveau de ce dernier. La même explication vaut pour les augmentations relativement fortes des allocations familiales (930 % pendant la même période), et pour l'octroi de l'indemnité de transport. Il s'agit non pas d'une politique d'inspiration sociale, mais simplement de la froide adéquation des minima au niveau de subsistance.

VIII) A la fin août on a annoncé une bonification de 5.000 escudos par salarié plus 5.000 par allocation familiale, pour le mois de septembre.

IX) A la fin septembre on a supprimé cette bonification et on a décidé d'INDEXER les salaires à partir du mois d'octobre. Pour ce mois, les traitements seraient ceux correspondant au mois de juillet, majorés de l'indice des prix pour les mois de juillet et août (24 %). Avec un mois de décalage, on procéderait périodiquement à une augmentation des rémunérations en fonction de la hausse des prix. On voit bien qu'on a supprimé aussi la politique de privilégier les salaires minimaux. En outre, on a porté l'allocation familiale et les bons de transport de 5.000 à 6.200 escudos.

2.4. POLITIQUE FINANCIERE

Nous pouvons distinguer deux étapes en matière de politique financière. La première correspond à la présentation du budget 1974 et à son application pendant les premiers mois de cette année. La seconde commence en juin, face à l'impossibilité pour la Junte de réaliser les objectifs budgétaires qu'elle s'était fixés.

Le budget de 1974 a été établi en vue de ramener le déficit de 35 % en 1973 à 18 % pour cette année. En dépit des importantes hausses des prix, l'augmentation globale du budget provisionnel en monnaie nationale, n'a été que de 28 %, mais cet effort de restriction budgétaire n'a pas été uniforme. C'est ainsi que le budget de la défense (rémunérations mises à part) a bénéficié d'une augmentation de 48 %. La répartition apparaît encore plus inégale si l'on évalue le budget en monnaie étrangère. La mise en œuvre du budget pendant les premiers mois de l'année a été bien loin de s'ajuster à ces objectifs. On estime un déficit budgétaire de 25 %. D'ores et déjà,

la Junte propose un déficit pour 1975 de 15 %. Mais si l'on considère qu'en mars une partie considérable des salaires calculés selon la nouvelle échelle imposée aux travailleurs du secteur public, et qui ont un fort impact sur la dépense publique, n'avaient pas encore été versés, et que, surtout, à cette date les rajustements octroyés plus tard ne pouvaient évidemment pas faire sentir leur effet, on doit conclure que ce dépassement est significatif. C'est pourquoi la Junte a dû reconnaître l'échec de sa politique ; la deuxième étape se caractérise donc par une forte restriction des dépenses publiques.

En effet, la bourgeoisie voit les causes de l'expansion monétaire et donc de l'inflation dans l'augmentation excessive des dépenses publiques ; d'où les pressions sur le gouvernement militaire pour qu'il prenne des mesures restrictives. En ce domaine comme dans d'autres, la Junte avait fixé ses objectifs de façon très volontariste, sans guère tenir compte des mécanismes réels. En particulier, elle a négligé le fait que, pendant le gouvernement d'Unité populaire, le Parlement avait toujours voté des budgets restrictifs, de sorte que depuis des années de nombreux services n'avaient plus les moyens de recruter du personnel et que les pressions pour obtenir des augmentations d'effectifs étaient latentes. On ne doit pas alors s'étonner que la situation soit devenue explosive. C'est ainsi qu'« El Mercurio » affirme, début juin, que l'ensemble des services publics aurait recruté depuis le 11 septembre, autant de nouveaux employés qu'il y avait eu d'employés renvoyés pour des raisons politiques à partir de la même date !

Pinochet a donc donné des instructions strictes aux chefs de service pour qu'ils réduisent au maximum la dépense publique pendant le second semestre. Les normes fixées imposent en premier lieu une réduction d'au moins 15 % du budget annuel des services publics. Si l'on se rappelle que le budget était déjà dépassé en mars et les raisons pour lesquelles le déficit ne peut que s'accroître, on aura une idée de l'importance des mesures de restriction. En deuxième lieu, il a été décidé qu'au 31 décembre 1975 les effectifs de l'administration publique devront être inférieurs de 20 % à ceux qui existaient avant le coup d'Etat. Autrement dit on devra renvoyer 100.000 employés ! On a déjà demandé aux différents services d'établir, avant la fin de l'année 1974, des listes de renvoi concernant ce 20 % de l'effectif actuel.

En troisième lieu, selon les instructions de Pinochet, on ne doit lancer aucun nouveau projet d'investissements, et on ne devra poursuivre les projets en cours que s'ils sont déjà financés ; en outre, priorité est donnée à ceux qui emploient la main-d'œuvre de façon intensive. Il a été également décidé que les universités devront s'autofinancer à partir du 1^{er} janvier 1976. Cette dernière mesure signifie la transformation de l'enseignement supérieur gratuit en enseignement payant, et l'on a dû prévoir quelques mesures pour atténuer les effets sociaux de cette décision, dont l'importance apparaît si l'on sait que le seul budget de l'Université du Chili correspondait

statutairement à 3,5 % du budget national. Culturellement cela signifie la destruction du système universitaire chilien aussi bien du point de vue de l'enseignement que de celui de la recherche. Dorénavant ce seront les intérêts immédiats de la grande bourgeoisie, en particulier des industriels, qui détermineront la nature du système universitaire.

Traditionnellement la dépense publique a joué un rôle dynamique dans le développement de l'économie chilienne. L'Etat apparaissait autant comme pourvoyeur d'emploi et donc de rémunération, que comme commanditaire presque exclusif des investissements. Etant donné les caractéristiques propres de l'industrie nationale, ce sont les investissements liés à la construction (habitation, travaux publics, etc.) qui ont la plus grande importance pour l'activité économique, en raison de leur plus fort degré d'intégration nationale, de leur forte composante en valeur ajoutée et de leur faible densité relative de capital. Plusieurs études montrent les effets multiplicateurs de l'industrie de la construction. Elles expliquent aussi bien le développement industriel de la dernière période du gouvernement Alessandri, que le début de récession au cours de la seconde moitié de l'administration Frei lorsque précisément, au nom d'une politique anti-inflationniste, on a entamé un programme de restriction des dépenses publiques, en particulier en matière de travaux publics. Tout permet donc aujourd'hui de prédire pour les mois prochains une intensification du processus de récession. Depuis déjà quelques mois les services publics du Logement et des Travaux publics ont pratiquement suspendu toute mise en chantier. Les restrictions supplémentaires qui viennent d'être imposées entraîneront l'arrêt de nombreux travaux en cours. Les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir sur toute l'activité économique et en particulier sur l'emploi.

2.5. DESTRUCTION DU SECTEUR DE PROPRIÉTÉ SOCIALE

Comme nous l'avons déjà signalé, la Junte militaire, après quelques hésitations a décidé de transférer à des particuliers la plus grande partie du secteur économique dit de « propriété sociale ». Dans cette perspective s'inscrit l'ensemble des dispositions adoptées à l'égard des activités agricoles, minières et industrielles.

En matière de propriété agricole, la Junte a décidé de rendre à leurs anciens propriétaires tous les domaines dont l'expropriation n'était pas complètement réalisée au moment du coup d'Etat. D'autre part, elle a restitué à leurs propriétaires la réserve de terres que la loi de réforme agraire leur permettait de conserver et qui, en raison d'autres dispositions juridiques mais principalement à cause de la lutte des paysans, n'a pas toujours été respectée. C'est ainsi que massivement les propriétaires terriens ont récupéré une importante fraction de leurs anciennes terres, quantité qui n'est pas encore évaluable car nous manquons de données. En outre, les propriétaires ont été invités à présenter des réclamations

dans le cas où le processus d'expropriation était terminé ; actuellement les tribunaux seraient en train de se prononcer, et de manière favorable aux anciens propriétaires. S'il n'est pas encore possible d'apprécier globalement les résultats de ces restitutions, tout porte à croire que leur importance est considérable. Selon le journal mexicain « El Dia » (7) sur les 350 domaines expropriés dans la zone de Cautin, 320 ont fait l'objet de réclamations et 75 % de celles-ci ont reçu un accueil favorable de la part des tribunaux.

Dans le secteur minier le transfert prend des caractéristiques spécifiques du fait de la grande importance de l'exploitation du cuivre. Comme on sait, l'important secteur minier du cuivre qui appartenait à des compagnies américaines a été nationalisé en vertu d'une loi votée à l'unanimité par le Parlement ; l'initiative avait en effet une grande portée populaire. Le grand mérite de cette loi, expression de ce qu'on a ensuite appelé la « doctrine Allende », est d'avoir permis de déduire du calcul des indemnités une estimation des bénéfices excessifs perçus par les compagnies dans le passé. C'était un précédent d'importance pour les économies capitalistes dépendantes, qu'évidemment l'impérialisme ne pouvait accepter et qu'il a vigoureusement combattu (8). Le résultat de cette déduction est connu ! Le gouvernement Allende a résolu de ne pas indemniser les compagnies minières. D'où la demande de saisie formulée par la « Kenecott » ; d'où aussi l'ensemble des autres agressions impérialistes et le blocus de plus en plus visible auquel le Chili a été soumis. La Junte militaire a commencé les négociations avec les compagnies du cuivre dans l'intention de réviser le calcul des indemnités. Elle a ainsi accordé les indemnités suivantes : 18 millions de dollars à « Cerro Pasco », 265 millions de dollars à « Anaconda » et 68 millions de dollars à « Kenecott ».

Sans doute est-ce le secteur industriel qui est le plus affecté par ce transfert de la propriété publique à des particuliers. On peut distinguer trois phases dans le processus de transfert. Dans une première phase, qui commence pratiquement avec le coup d'Etat, la Junte a décidé de restituer à leurs anciens propriétaires les établissements qui étaient pris en charge ou réquisitionnés. La législation chilienne permettait à l'Etat de se charger de l'administration des établissements industriels où des sabotages étaient découverts, ou bien en cas de flagrantes transgressions à la politique économique, ou simplement en cas de lock-out patronal. En vertu de cette législation, près de 300 établissements ont été incorporés au secteur de propriété sociale, mesure combattue par la bourgeoisie, et qui a été une des principales rai-

sons invoquées par la Junte pour justifier le coup d'Etat. Toutefois, un certain nombre de patrons ont décidé soit de refuser la restitution, soit d'entamer des négociations avec le gouvernement sur les conditions de transfert. Ce refus, ou ce désir de négociations, vient du fait que le gouvernement, afin de ne pas se voir impliqué dans d'innombrables querelles pour dommages et intérêts, a imposé comme condition de restitution le désistement de toute action juridique contre l'Etat. D'autre part, la Junte avait aussi décidé que la restitution obligeait les propriétaires à prendre en charge les passifs, c'est-à-dire, principalement, les énormes dettes contractées envers les banques.

C'est dans ce contexte que débute la deuxième phase, caractérisée par la création, en janvier 1974, de la Superintendance de l'industrie textile. Cette création s'était imposée pour pouvoir diriger un groupe d'entreprises dont les propriétaires refusaient la restitution, ou des entreprises dont la propriété avait entièrement été transférée à l'Etat avant le 11 septembre. Elle avait aussi pour but de donner une structure institutionnelle à l'intervention de l'Etat dans les entreprises restituées : la Superintendance doit en effet disposer de pouvoirs de contrôle matérialisés par la désignation d'un membre du Directoire avec droit de veto dans les domaines du travail, des prix et des opérations de commerce extérieur.

Quoique, comme nous l'avons dit plus haut, dans la logique d'une dictature militaire, la multiplication d'expériences de cet ordre soit possible, la collusion d'intérêts avec la grande bourgeoisie capitaliste a empêché qu'il en soit ainsi. Cette affaire témoigne cependant, de l'existence d'un courant interventionniste — minoritaire — au sein de la Junte.

La troisième et dernière phase correspond à la décision, fin mai, de mettre aux enchères la plupart des entreprises industrielles encore aux mains de l'Etat, décision prise après une très active campagne d'« El Mercurio » et des groupes financiers dans le but de liquider le secteur social de l'économie sous prétexte des déficits importants et de l'expansion monétaire qu'ils provoquent. La première mesure adoptée en ce sens a été l'annonce de la vente de 21 entreprises du secteur métallurgique, réalisée le 24 mai. Deux jours plus tard, par une opération scandaleuse, qui met en pleine lumière la collusion d'intérêts de la dictature et de la grande bourgeoisie, et qui inaugure tout un style dans les ventes d'entreprises, on a annoncé la liquidation d'importants paquets d'actions de plus de 50 entreprises. Les intéressés n'ont eu que dix jours pour préparer leurs offres et réunir les bases de financement, car on exigeait le paiement comptant. Deux jours avant la clôture de l'appel d'offre, on a modifié en partie les bases de la proposition.

Postérieurement, le 13 juin, la Corfo a annoncé qu'elle mettrait aux enchères 107 entreprises, affirmant que les intérêts de l'Etat seraient garantis et qu'on essaierait d'éviter la concentration économique. Ce dernier objectif est irréalisable car il suffit aux groupes financiers d'améliorer les offres, même de façon marginale, pour éliminer toute restriction de

(7) Cf. op. cit. Les auteurs ont trouvé ces données dans la presse régionale.

(8) Kissinger avait fait quelques sondages à l'époque du gouvernement Allende afin d'obtenir le dollar symbolique d'indemnité, ce qui éliminait le précédent. Cette proposition n'a pas eu de succès, le gouvernement populaire préférant s'en tenir au principe de la « doctrine Allende ».

cette sorte. En outre, la Corfo a annoncé que d'ici peu serait publiée une liste complémentaire afin d'arriver au chiffre de 150. Tout permet de supposer, étant donné ce qui a été fait lors des ventes d'actions, que les négociations se feront de la manière la plus favorable aux groupes financiers et au capital étranger. C'est ainsi qu'aucun calendrier de ventes n'a été fixé, de sorte que seuls ceux qui sont proches des centres de décision sauront, le moment venu, où et combien investir. En outre, très probablement, lorsque la vente des entreprises de grande importance sera décidée, le marché national de capitaux se trouvera suffisamment engagé dans des opérations marginales et, en pratique, seul le capital étranger pourra mener à bien les opérations. Il n'est donc pas aventureux de prétendre que d'une certaine manière c'est le pays qui est vendu aux enchères.

TABLEAU N° 1
INDICES DE PRIX (variations mensuelles)

MOIS	PRIX DE GROS ¹	PRIX CONSOMMATEUR ¹ (OFFICIEL)	PRIX CONSOMMATEUR (MODIFIÉ)
Janvier	11.5	10.3	10.3
Février	3.6	4.1	4.1
Mars	7.8	6.2	6.2
Avril	2.9	10.2	10.2
Mai	18.6	19.4	19.4
Juin	8.8	15.6	15.6
Juillet	11.6	15.3	15.3
Août	10.5	17.1	17.1
Septembre	17.9	16.9	16.9
Octobre	239.9	87.6	176.3 ²
Novembre	43.5	5.7	38.3 ³
Décembre	6.5	4.7	4.7
	1.147	508.1	1.071

1. Source : Instituto nacional de Estadísticas.

2. Correspond à l'indice de prix de gros au mois d'octobre corrigé par le décalage de deux indices au mois d'août.

3. Correspond à l'effet de retard de la variation mensuelle subie par l'indice modifié au mois d'octobre.

3. EVALUATION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Nous avons décrit, dans les pages précédentes, les principales mesures adoptées par la Junte en matière de politique économique. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous voudrions maintenant présenter une première et approximative évaluation. Nous aborderons deux domaines : 1) l'augmentation du taux d'exploitation et ses conditions de reproduction ; 2) le processus de consolidation d'une économie capitaliste dépendante et caractérisée par un haut degré de concentration monopoliste.

3.1. TAUX D'EXPLOITATION

Mesurer les niveaux atteints par les taux d'exploitation après le coup d'Etat exige un examen critique de l'information disponible en ce qui concerne l'évolution des prix et des rémunérations pendant les premiers dix mois de la dictature.

Le Tableau 1 enregistre l'évolution des prix de gros et des prix à la consommation en 1973. On y voit que non seulement l'indice des prix de gros récupère, après le 11 septembre, le retard de 23 % qu'il avait par rapport aux prix à la consommation, mais qu'il connaît en outre une croissance très supérieure pendant le dernier trimestre puisqu'ils augmentent de 1.147 %, tandis que les seconds augmentent seulement de 508 %, selon les chiffres officiels. La différence relative est de 105 %.

Ce décalage ne tient pas au hasard ; l'explication s'en trouve dans les manipulations grossières dont les indices ont été l'objet. Deux genres de manipulations doivent être dénoncés. D'une part la base de calcul utilisée par l'Institut National de la Statistique, pour l'indice des prix à la consommation a été remplacée par celle utilisée par l'Institut d'Economie de l'Université du Chili. D'autre part, l'indice de novembre 1973 a été corrigé pour que n'y apparaisse pas l'effet de retard produit par les augmentations du mois d'octobre.

Puisque l'Université du Chili calculait l'indice des prix à partir des dépenses familiales et d'un ensemble de pondérations égales à celles retenues par l'Institut National de la Statistique, mais avec cette différence que les prix envisagés correspondaient dans le premier cas, en général, à ceux du marché noir et dans le second aux prix officiels, la substitution de la base de calcul aboutit à ignorer l'écart entre ces deux marchés. Quoique les travailleurs ne réussissent pas toujours à trouver toutes les denrées au prix officiel, ils le faisaient en très grande partie. C'est dans cette même mesure que la disparition du marché officiel avec prix contrôlés, et l'alignement de tous les articles sur les prix du marché noir impliquent pour eux une considérable perte de leur pouvoir d'achat, perte que dissimule l'adoption, à partir d'octobre, de l'indice de l'Université du Chili. Cette fraude apparaît très visiblement quand on observe l'évolution de l'indice des prix de gros, pour lesquels la base de calcul n'a pas été modifiée et pour lesquels aussi le marché noir n'avait pas la même importance que pour les prix au détail : au mois d'octobre, date du changement d'indice, les prix de gros augmentent de 239,9 % et les prix au consommateur de 87,6 % seulement. C'est dire la taille de la fraude !

Pour ce qui est de l'effet de retard sur le mois de novembre des augmentations d'octobre, il faut savoir qu'au Chili, on calcule l'indice des prix d'après la moyenne des prix pendant les quatre semaines de chaque mois, de telle sorte que les augmentations postérieures à la première semaine du mois n'ont leur pleine incidence que le mois suivant. L'indice officiel des prix au consommateur pour octobre accuse une augmentation de 87,6 % ; si les hausses du mois avaient été distribuées uniformément, on devrait avoir un effet de retard de 28 % pour novembre et, évidemment, un pourcentage plus important si les hausses de prix s'étaient concentrées sur la deuxième quinzaine du mois. C'est précisément pourquoi le ministre de l'économie a devancé la publication de l'indice de novembre en affirmant que pour ce mois la valeur de l'indice serait élevée parce que les hausses

d'octobre s'étaient concentrées sur la deuxième semaine. Paradoxalement, quelques jours après cette annonce officielle, l'indice de novembre présentait seulement 5,7 % d'augmentation. La fraude est ici encore évidente et le devient plus encore si l'on soumet l'indice des prix de gros au même test de cohérence. En effet, à la valeur de 239,9 % en octobre correspond un effet de retard de 42,3 %, c'est-à-dire pratiquement le même que la valeur atteinte par l'indice des prix de gros en novembre.

Quel est l'effet combiné de ces deux types de manipulation ? En dépit des risques que comporte toute correction d'indice, notre analyse justifie une modification de l'indice des prix au consommateur telle que la hausse d'octobre soit égale à celle que l'on observe sur l'indice des prix de gros une fois que celui-ci a récupéré le retard accumulé jusqu'en août (23 %). D'autre part, l'indice de novembre peut être estimé en appliquant le critère de l'incidence retardée sur l'indice d'octobre. Ces corrections figurent dans le Tableau 1 (3^e colonne) et elles se traduisent par une croissance des prix en 1973 de 1.071 % au lieu des 508,1 % reconnus par la Junte. La grandeur de la fraude peut donc être estimée à 92,6 %.

Nos corrections apparaissent d'autant moins arbitraires qu'on observe d'autres manifestations indirectes qui vont également dans le sens de la fraude. C'est ainsi qu'un ensemble d'articles dont la pondération est de 19,8 % dans l'indice officiel des prix au consommateur accuse d'août à décembre une hausse de 374 %. Pour la même période l'indice officiel des prix présente une hausse de 143 % tandis que l'indice des prix de gros enregistre une augmentation de 512 % et que l'indice corrigé donne 368 %. De même, un sous-ensemble de ce même échantillon, concernant seulement les denrées alimentaires, et dont la pondération est de 13,4 %, accuse une hausse de 411 %. On voit que l'indice corrigé rend compte de façon cohérente de ces évolutions, ce qui n'est pas le cas des deux autres indices.

Ajoutons le fait que Pinochet, parlant à Temuco en avril de cette année, a signalé, en se référant au désastre économique de l'Unité populaire « que certains semblent vouloir oublier », que l'inflation était en réalité de 1.000 % à 1.200 %. Pourquoi a-t-il mentionné ce chiffre qui est du même ordre que l'indice modifié, et non pas l'indice officiel ?

Des déclarations aussi effrontées ne sont d'ailleurs pas le fait du seul chef de la Junte : le 13 juin, dans une déclaration commune, les ministres de l'Economie et des Finances, ont dit que la hausse des prix en 1973 n'avait pas été de 508 % comme l'indique l'indice officiel mais en réalité de 650 % « étant donné les adultérations de l'indice pendant les premiers neuf mois ». La Junte reconnaît donc la manipulation de l'indice mais tente d'en faire porter le poids à l'Unité populaire. A supposer même que l'Unité populaire soit responsable, pourquoi, si la dictature connaissait l'existence de cette fraude, a-t-elle attendu dix mois pour la dénoncer ? Pourquoi n'a-t-elle pas corrigé l'indice et incorporé ainsi la différence au rajustement des rémunérations intervenu en janvier

1974 ? La réponse est évidente. Il s'agit, et par n'importe quel moyen, d'augmenter au maximum le taux d'exploitation en réduisant le plus possible le pouvoir d'achat des travailleurs.

Une première évaluation des effets de la politique des rémunérations, ou plus précisément de sa combinaison avec la politique des prix, se lit sur les tableaux 2 et 3. Nous avons enregistré l'évolution du revenu d'un travailleur bénéficiant de trois allocations familiales et soumis au régime de rémunération minimale (tableau 2) et celle du revenu d'un travailleur qui recevait au départ un revenu de base égal à 4 fois le revenu minimal (tableau 3). Etant donné la plus grande augmentation relative des rémunérations minimales, ce coefficient a diminué et n'est plus, en juin, que de 1,5. Dans les deux cas le calcul comparatif des revenus a été effectué par rapport à octobre 1972, car c'est à cette date que le gouvernement Allende a appliqué sa dernière loi relative aux rémunérations et, bien qu'en avril 1973 il ait accordé un rajustement compensatoire, les revenus de base étaient encore ceux d'octobre 1972. Au moment du coup d'Etat le gouvernement populaire était en train d'étudier et de discuter avec la Centrale Unique des Travailleurs les termes de la loi de rajustement qui devait être appliquée à partir d'octobre 1973. Il était convenu qu'on effectuerait — au moins pour les bas revenus — un rajustement égal ou supérieur à l'augmentation du coût de la vie depuis la loi précédente, en déduisant évidemment le bon compensatoire accordé en avril. Ce critère n'a pas été retenu par la Junte, qui, en janvier 1974, a multiplié par 5 les rémunérations d'octobre 1972 (400 %) à un moment où la hausse officielle était de 508 % pour 1973, et en négligeant les augmentations de prix du dernier trimestre 1972 qui avaient atteint 31,7 %. La résultante de ces trois facteurs — rajustement inférieur à la hausse du coût de la vie, non prise en considération des hausses du dernier trimestre de 1972, manipulation des indices — est une réduction substantielle du pouvoir d'achat des travailleurs. On l'observe sur ces deux tableaux : avec les indices officiels, la rémunération minimum atteint seulement 68 % du revenu réel d'octobre 1972 ; avec l'indice corrigé, 37,9 %. La réduction est encore plus forte pour les autres revenus : 33,7 % avec l'indice officiel, 17 % avec l'indice corrigé.

On constate aussi que ce sont les niveaux les plus bas de revenus qui ont été atteints le plus rapidement. L'actuel niveau de revenus est pratiquement celui de la subsistance. Sans doute n'est-il pas sensiblement différent des rémunérations que les secteurs les plus défavorisés recevaient vers la fin du gouvernement d'Unité populaire ; mais il faut remarquer d'une part que ces revenus correspondaient à ceux perçus à la fin de l'application de la loi de rémunérations d'octobre 1972 et qu'en conséquence moins d'un mois après le coup d'Etat, il sauraient dû être rajustés, d'autre part, qu'aujourd'hui une plus grande partie — plus des trois quarts — de la population active est soumise au régime du revenu minimum, en raison du phénomène déjà analysé de l'alignement

TABLEAU N° 2
POUVOIR D'ACHAT DES REVENUS MINIMA

MOIS	REVENU EN ESCUDOS ¹	INDICE DE POUVOIR D'ACHAT SELON L'INDICE OFFICIEL DE PRIX ²	INDICE DE POUVOIR D'ACHAT SELON L'INDICE MODIFIE DE PRIX ²
Oct. 1972	3.800	100	100
Oct. 1973	15.420	64,6	43,8
Nov. 1973	15.420	61,1	31,7
Déc. 1973	15.420	58,3	30,3
Janv. 1974	24.120	79,9	41,5
Fév. 1974	31.700	84,3	43,8
Mars 1974	31.700	73,9	38,4
Avril 1974	31.700	64,1	33,3
Mai 1974	46.000	85,6	44,4
Juin 1974	56.000	86,2	44,8
Juil. 1974	59.000	81,5	42,3
Août 1974	59.000	73,5	38,1
Sept. 1974	79.000	87,2	45,3
Oct. 1974	73.200	68,0	37,9

1. Correspond au revenu minimum d'un ouvrier avec trois allocations familiales.
2. L'indice 100 correspond au pouvoir d'achat réel du mois d'octobre 1972, c'est-à-dire une fois déduite la hausse de prix de 15,2 % d'octobre 1972.

TABLEAU N° 3
POUVOIR D'ACHAT D'UN REVENU MOYEN

MOIS	REVENU EN ESCUDOS ¹	INDICE DE POUVOIR D'ACHAT SELON L'INDICE OFFICIEL DE PRIX ²	INDICE DE POUVOIR D'ACHAT SELON L'INDICE MODIFIE DE PRIX ²
Oct. 1972	15.800	100	100
Oct. 1973	28.386	41,1	27,9
Nov. 1973	28.386	38,8	20,1
Déc. 1973	28.386	37,1	19,3
Janv. 1974	46.120	52,8	27,4
Fév. 1974	53.700	49,3	25,6
Mars 1974	53.700	43,2	22,5
Avril 1974	53.700	37,5	19,5
Mai 1974	69.000	44,3	23,0
Juin 1974	79.000	42,0	21,8
Juil. 1974	82.400	39,3	20,4
Août 1974	82.400	35,5	18,4
Sept. 1974	102.400	39,0	20,3
Oct. 1974	102.180	33,7	17,0

1. Correspond au revenu d'un employé qui en octobre 1972 avait un salaire de base égal à 4 fois le revenu minimum avec trois allocations familiales.
2. L'indice 100 correspond au pouvoir d'achat réel d'octobre 1972, c'est-à-dire une fois déduite la hausse de prix de 15,2 % d'octobre 1972.

graduel des rémunérations sur les niveaux minima de subsistance.

Après avoir obtenu cette augmentation considérable du taux d'exploitation, il est naturellement d'importance fondamentale pour la Junte de maintenir ce taux, c'est-à-dire de s'assurer de ses conditions de reproduction. Ainsi seulement pourra-t-elle atteindre son principal objectif : offrir au capital étranger une place sûre avec un haut degré d'exploitation, un coût peu élevé de la main-d'œuvre et la discipline dans le

travail. Dans cette perspective s'inscrivent ses efforts pour éviter toute activité syndicale. C'est ainsi que les élections syndicales sont interdites et que les responsables syndicaux qui arrivent au terme de leur mandat, ou qui ont été renvoyés pour des raisons politiques, sont remplacés par les travailleurs les plus anciens. Les réunions syndicales doivent être annoncées avec 48 heures d'avance aux autorités militaires et elles doivent être autorisées. La présentation de revendications est interdite. D'autre part, et dans cette même voie, on est en train de créer des bureaux d'affaires du travail et de sécurité sociale aux niveaux régional et communal sous responsabilité militaire. Ces bureaux doivent tout savoir des problèmes de travail qui se présentent et, aux termes des décrets les instituant, ils doivent « informer la base et l'autorité ». Autrement dit ils ont théoriquement pour objet de canaliser les inquiétudes syndicales et de faire parvenir à la base la pensée et la politique sociale du gouvernement. En pratique il ne s'agit que d'une extension de la répression militaire au niveau syndical, déguisée et institutionnalisée en une sorte de « pouvoir social » se réclamant d'un certain corporatisme.

Les attaques contre la loi de sécurité de l'emploi et l'existence des minima s'inscrivent également dans cette même perspective : celle d'assurer les conditions de reproduction de la surexploitation.

Par ailleurs, la volonté de reproduire ces conditions se marque aussi, et très fortement, dans toute la politique des prix, ainsi que dans les mesures anti-inflationnistes qu'on est en train d'adopter. Comme nous l'avons déjà dit, les sphères officielles prétendent que l'expansion monétaire est la seule et principale cause de l'inflation, et pour cette raison elles se proposent d'éliminer radicalement les principales causes d'émission monétaire. D'où la décision d'imposer un programme de réduction des dépenses publiques, de transférer au secteur privé le secteur de propriété sociale et de développer les importations de façon à liquider les réserves de devises qui se sont accumulées. Toutes ces mesures ont une forte incidence sur le taux d'exploitation. Ainsi la réduction de la dépense publique provoque le chômage qui se voit redoublé par les effets indirects que cette réduction provoque sur l'activité économique. On estime à 100.000 le nombre des travailleurs qui viendront grossir les rangs des chômeurs, ce qui n'ira évidemment pas sans aggraver les conditions d'exploitation. En même temps le programme de réduction des dépenses publiques comporte l'élimination des subventions. Comme celles-ci concernent principalement les produits de consommation populaire (lait, pain, transport, etc.) ce sont les secteurs aux revenus les plus bas qui sont les plus atteints par ces dispositions.

Quant à la restitution des entreprises, elle est en train de se faire au bénéfice des groupes financiers et du capital étranger. Ce dernier, en particulier, s'intéressera à l'acquisition des entreprises dans la mesure où seront assurées de bonnes conditions d'exploitation et surtout la continuité dans le temps.

Sans doute, le statut de l'investisseur, actuellement en préparation, donnera-t-il toute assurance dans ce sens. La politique anti-inflationniste se traduira donc de façon indirecte par l'adoption de mesures et dans le développement d'efforts tendant à maintenir les conditions d'exploitation.

Finalement, le développement des importations en tant que procédure pour liquider les réserves accumulées entraîne des modifications qualitatives et structurelles dans la composition de l'offre de biens, au bénéfice des articles de luxe et au détriment des biens de consommation populaire. Cela s'insère dans le contexte d'un ensemble de mesures tendant à restructurer l'industrie nationale dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale. La composition de l'offre de cette nouvelle industrie obéira aux priorités et aux intérêts propres à l'économie mondiale. Le caractère structurel de ces modifications devrait les rendre irréversibles.

Evidemment, on pourrait s'étonner, comme le signale pertinemment A. Martinez dans « Le Monde diplomatique », qu'en analysant le processus inflationniste, les techniciens de la Junte ne fassent aucune allusion aux effets engendrés par les dévaluations périodiques. C'est qu'il s'agit pour eux de conserver un taux élevé de profit dans un régime de liberté des prix. Aussi tout impact sur les coûts (salaires, impôts, taux de change, etc.) est-il immédiatement transféré sur les prix, ce qui à son tour a un effet multiplicateur. Dans ces conditions, un programme anti-inflationniste qui ne considère pas le taux de profit est voué à l'échec. Mais il garantit la conservation des conditions d'exploitation existantes !

3.2. ECONOMIE CAPITALISTE DEPENDANTE

Nous avons montré comment le taux d'exploitation avait augmenté par suite de la politique économique de la Junte. Nous avons également montré comment ce processus se conjugait avec une pression fiscale mineure de telle façon que l'effet résultant soit une augmentation du taux de profit.

Dans l'esprit de la Junte les conditions de surexploitation existantes et le niveau atteint par le taux de profit devraient être un appât suffisant pour un important courant d'investissements étrangers. Or un tel courant ne s'est pas encore manifesté. La vente aux enchères d'actions aurait précisément comme objectif d'inviter le capital étranger à investir dans le pays. Pour cela on lui offre l'accès à la propriété dans des conditions qui lui sont amplement favorables. D'autre part, et en dépit des déclarations naïves du gouvernement, la vente des propriétés d'Etat aura comme effet la consolidation du processus de concentration monopoliste avec une participation étrangère croissante. La vente de 20 % du capital de l'entreprise sidérurgique C.A.P. (sûrement opérée au profit du capital étranger), étant donné le caractère stratégique de cette entreprise dans l'industrie métallurgique et dans celle de la construction, a une impor-

tance décisive dans cette direction. Ce mouvement est renforcé par les difficultés croissantes que ressentent les petites et moyennes entreprises très frappées par la récession économique (9).

Le processus de concentration monopoliste, de même que les modifications apportées à la structure de l'offre, proviennent de la récession économique actuelle et de son aggravation par l'augmentation indiscriminée des importations. En définitive cela revient à consolider le caractère capitaliste monopoliste du mode de production en vigueur. Le rôle de l'Etat est par ailleurs considérablement modifié et devient fondamentalement le garant policier de la conservation des conditions d'exploitation, même si en tant que producteur de biens et de services l'Etat conserve quelques-unes de ses fonctions, par exemple celle de fournisseur des services publics et de l'énergie, offerts d'ailleurs à bas prix.

L'accumulation du capital assurera à son tour la reproduction de ce mode capitaliste dépendant de production, ce qui est rendu possible par le taux élevé des profits, et par les conditions de surexploitation qui devraient attirer le capital étranger. Pourtant, la Junte n'a pas encore trouvé le moyen d'y parvenir. Mais elle s'y efforce de toutes les manières : efforts pour créer un marché autonome des capitaux, statut de l'investisseur, la vente des entreprises et des propriétés pour permettre à la grande bourgeoisie et au capital étranger de se placer dans les principaux centres d'engendrement et d'appropriation du surplus économique. Mais le processus d'accumulation est long à mûrir et ses résultats n'apparaîtront que dans le moyen et le long terme. Jusqu'à présent la Junte s'est limitée pratiquement à bâtir le cadre qui rend possible ce processus.

Du plus grand ou du moindre succès de la dictature pour le consolider dépendra donc aussi la consolidation du mode capitaliste dépendant de production. C'est donc finalement au mouvement populaire qu'il revient de l'en empêcher.

Décembre 1974

SANTIAGO BARRIOS.

(Traduit par Sophie Fisher.)

(9) Les dernières statistiques disponibles sur la production industrielle correspondent au mois de mars 1974. Elles accusent une diminution de 8,4 % par rapport au même mois de l'année précédente. De façon analogue le premier trimestre subit une perte de 4,5 % par rapport au même trimestre de 1973.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS POUR EXISTER!

CHILIENS
SOCIALISTES

La Résistance du peuple chilien s'organise, renforce
et développe ses efforts tant à l'intérieur qu'à
l'extérieur du pays.

Elle doit pouvoir compter sur votre solidarité
militante qui contribuera à éviter la chute de la
dictature fasciste de la O.F.A., Pinochet & Co.

Le Parti Socialiste chilien à Paris lance le
groupement indisciplinable pour la connaissance
de la situation et de la lutte révolutionnaire du
peuple chilien.



NOUS AVONS BESOIN DE VOUS POUR EXISTER!

La Résistance du peuple chilien s'organise, renforce et développe ses positions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Elle doit pouvoir compter sur votre solidarité militante qui contribuera à hâter la chute de la dictature fantoche, de la C.I.A., Pinochet & Cie.

Le Parti Socialiste chilien à Paris lance une revue: organe indispensable pour faire connaître, analyser et soutenir la lutte révolutionnaire des camarades qui se battent à l'intérieur du pays.

Notre lutte antifasciste est aussi la vôtre !

----- Je désire m'abonner à 3 numéros de la revue -----



VENCEREMOS

Nom _____

Adresse _____

J'envoie un chèque bancaire ou un mandat postal au nom
de Venceremos 41, Bd. Magenta 75010 PARIS

Somme minimum pour 3 numéros : 25 F Apport solidarité...



**PARTI
SOCIALISTE
CHILIEN**



